



TFU

Promouvoir la
conservation et
la mise en valeur durable
des forêts tropicales

ISSN 1022-5439

ACTUALITÉS DES FORÊTS TROPICALES

Vol. 33 Numéro 2 2024



Éclairer la voie du développement durable

Au cours des dernières décennies, les acteurs des forêts tropicales ont connu des évolutions radicales, tant au sein du secteur des bois tropicaux qu'au-delà. Sous l'effet de préoccupations d'ordre environnemental et du changement climatique, nombre de pays ont en effet adopté des mesures visant à rendre leur développement économique et social plus durable. Dans le secteur des bois tropicaux, cette réorientation les a par exemple conduit, souvent avec le concours de l'OIBT, à adopter des pratiques de gestion durable des forêts (GDF), la certification forestière ou encore des systèmes de traçabilité du bois.

En ce qui concerne les pays producteurs de bois tropicaux et leur filière forêt-bois, le souci de préserver leur accès aux grands marchés a constitué une incitation cruciale en ce sens. De leur côté, l'Australie, l'Union européenne, le Japon et les États-Unis ont tous promulgué une législation ayant pour objet de prévenir l'importation et la vente de produits bois issus de sources non durables ou illégales. Les objectifs déclarés de cette législation (y compris le nouveau

Règlement sur la déforestation de l'Union européenne, voir en page 26) sont certes louables. Car, en définitive, la déforestation tropicale perdure; l'exploitation forestière illicite est un obstacle majeur au développement d'une filière forestière tropicale durable; et, grâce aux nouvelles technologies, producteurs et utilisateurs responsables peuvent plus facilement remonter à l'origine des bois et autres produits et attester de leur blason «vert». Cela dit, les nouvelles réglementations suscitent toutefois des inquiétudes, liées, par exemple, à leur capacité à apporter les avantages promis, à la perturbation des modèles commerciaux en place et à la charge administrative supplémentaire.

Toutes ces problématiques illustrent donc l'importance d'avoir une interface robuste entre la science et les politiques, un engagement sincère avec tout un éventail de parties prenantes et de tracer une voie de transition qui, sur le long terme, soutienne et sauvegarde les moyens d'existence et les industries de même que l'environnement du globe.

Évolution du secteur des bois tropicaux au fil des décennies · L'OIBT au FNUF 19 · Lignes directrices de l'OIBT sur la restauration des paysages forestiers · Et plus

Le bois tropical: cartographie de son évolution sur trois décennies.....3

Une nouvelle étude de l'OIBT cartographie comment chocs économiques, tendances démographiques et progression des plantations ont transformé le secteur. *F. Maplesden*

L'OIBT appelle à agir et investir davantage pour les forêts tropicales.....7

Lors de la 19^e session du Forum des Nations Unies sur les forêts, l'OIBT a exhorté à agir, investir et collaborer pour capter le potentiel des forêts à répondre aux défis mondiaux. *Secrétariat de l'OIBT*

Ancrer les lignes directrices de l'OIBT au cœur de la dynamique mondiale en faveur de la restauration.....10

La Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes offre une plateforme pour la mise en application élargie des lignes directrices de l'OIBT sur la restauration des paysages forestiers en milieu tropical. *C. Sabogal, J. Blaser et S. Mansourian*

Habiller les propriétaires fonciers coutumiers de Papouasie-Nouvelle-Guinée à participer à la gestion communautaire des forêts.....14

Un projet de l'OIBT a créé un régime modèle de planification des utilisations des terres et d'évaluation des ressources forestières susceptible d'aider à alimenter les paiements pour services écosystémiques et les initiatives REDD+. *S. Rollinson, Hwan-ok Ma, D. Kaip, A. Jenkiah, E. Kaidong et G. Rome*

Comprendre les mangroves pour mieux lutter contre le changement climatique.....18

Les travaux de recherche d'un lauréat d'une bourse de l'OIBT éclairent d'un jour nouveau les flux d'émissions de gaz à effet de serre émis par les espèces de palétuviers dans l'atmosphère. *J. Salas-Rabaza*

Tendances du marché.....21

Le rebond économique qui a suivi la pandémie de Covid-19 s'est essouffé en 2023, une année difficile pour les producteurs de bois tropicaux. *M. Adams*

Quoi de neuf sous les tropiques?.....26

Parutions récentes.....27

Réunions.....28

Rédacteur en chef Ramón Carrillo
Rédacteur consultant Stephen Graham
Assistant de rédaction Kenneth Sato
Assistante administrative Kanako Ishii
Traduction Claudine Fleury
Maquette DesignOne (Australie)
Impression et distribution INKISH Publishing ApS (Danemark)

Actualités des Forêts Tropicales (TFU) est une revue trimestrielle publiée en anglais, français et espagnol par l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT). Son contenu ne reflète pas nécessairement les opinions ou les politiques de l'OIBT. Les articles peuvent être réimprimés librement à condition que TFU et l'/les auteur(s) soient mentionnés. Prière de communiquer un exemplaire de la publication concernée à la Rédaction.

Imprimé sur papier couché mat certifié par le PEFC et au moyen d'encre végétales à base de soja. TFU est distribué gratuitement à plus de 14 000 particuliers et organisations dans plus de 160 pays. Pour le recevoir, il suffit de communiquer votre adresse complète à la Rédaction. Veuillez nous informer de tout changement d'adresse éventuel. TFU est également téléchargeable en ligne sur le site www.itto.int, ainsi que dans l'App Store d'Apple et sur Google Play.

Organisation internationale des bois tropicaux
 International Organizations Center – 5^e étage
 Pacifico-Yokohama, 1-1-1, Minato-Mirai, Nishi-ku
 Yokohama 220-0012, Japon
 Téléphone: +(81)-(0)45-223 1110
 Télécopie: +(81)-(0)45-223 1111
tfu@itto.int
www.itto.int

Photo de couverture: des villageois transportent du bois à Honitetu, un village de la province de Maluku en Indonésie. *Photo: Ulet Ifansasti/CIFOR*

Photo ci-contre: vue du quartier Minato-Mirai à Yokohama, au Japon. *Photo: Bureau des congrès et visiteurs de Yokohama*

Seule organisation internationale dont le mandat est intégralement centré sur les forêts tropicales, l'OIBT œuvre sans relâche à éclairer la voie du développement durable du secteur, ce en plaidant au plus haut niveau pour une action et une coopération mondiales; le développement, la diffusion et la mise en œuvre des meilleures pratiques de la GDF sur le terrain et la mise en place de chaînes d'approvisionnement légales et durables; et la fourniture d'informations ciblées sur le marché propice à la transparence du commerce du bois et une meilleure prise de décisions, toutes questions que nous évoquons dans ce numéro d'*Actualités des Forêts Tropicales*.

La consultante Frances Maplesden présente ainsi (en page 3) les conclusions d'un nouveau rapport éloquent qui a puisé dans la base de données statistiques unique en son genre de l'OIBT pour montrer comment la production, la consommation et le commerce mondiaux de produits bois tropicaux se sont transformés au cours des trois dernières décennies. Son article, qui retrace les tendances à l'œuvre au niveau de la baisse de l'offre en bois tropicaux issus de forêts naturelles (et de leur qualité) ou encore de la délocalisation des industries des produits bois tropicaux, est complété par notre rubrique régulière sur les tendances du marché (en page 21) qui passe en revue les principaux développements intervenus en 2023 sur les marchés du bois.

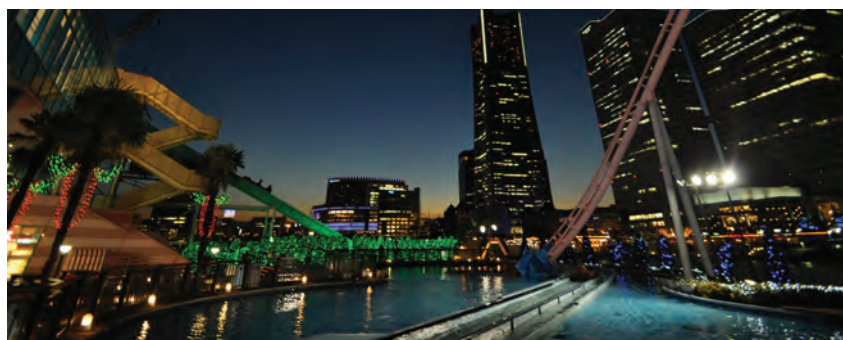
Le rôle que joue l'OIBT s'agissant de mettre en lumière comment des forêts tropicales en gestion durable et le commerce de bois et produits forestiers durables aident à répondre aux défis mondiaux est le sujet de l'article (en page 7) consacré à la participation de l'Organisation à la 19^e session du Forum des Nations Unies sur les forêts qui se déroulait au siège des Nations Unies à New York. Des responsables de l'OIBT y ont appelé à agir, à investir et à coopérer davantage en faveur des forêts tropicales et souligné l'importance de la GDF pour réaliser le Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030) et atteindre ses six Objectifs mondiaux relatifs

aux forêts. L'OIBT apporte également son concours en vue d'intensifier le réseautage, la collaboration et les échanges interentreprises au sein des acteurs de la filière bois en coorganisant le Forum mondial sur le bois légal et durable 2024, qui va se tenir en septembre (voir en page 25).

Les travaux destinés à optimiser la gestion des forêts tropicales et à maximiser les avantages qu'elles procurent sont illustrés par les lignes directrices techniques et de politique forestière que l'OIBT élabore et qui sont adaptées sur mesure aux besoins de ses pays membres tropicaux. Cesar Sabogal, Juergen Blaser et Stephanie Mansourian expliquent ainsi (en page 10) comment les orientations de l'OIBT en matière de restauration des paysages forestiers tropicaux représentent une précieuse ressource pour les projets et programmes initiés dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes 2021-2030.

Également dans ce numéro: Simon Rollinson, Hwan-ok-Ma et des responsables de l'Autorité forestière de Papouasie-Nouvelle-Guinée décrivent (en page 14) un projet de l'OIBT qui a permis de mettre en place un dispositif modèle de planification des utilisations des terres et d'évaluation des ressources forestières par les communautés, lequel pourrait être compatible avec les paiements pour services écosystémiques et les initiatives REDD+ dans ce pays. Enfin, le lauréat Julio Salas-Rabaza détaille (en page 18) les travaux pionniers qu'il mène au Mexique en vue d'améliorer notre compréhension de la circulation des flux de gaz à effet de serre chez les espèces de palétuviers.

Tout ce qui précède montre comment les évolutions qui touchent les bois tropicaux se poursuivent à un rythme inexorable. À cet égard, l'OIBT est déterminée à renforcer l'aptitude de ses membres à prendre conscience de cette nouvelle conjoncture et à s'y adapter, à les aider à faire prospérer leurs forêts et les industries connexes et à permettre au secteur de tirer parti de ses gigantesques possibilités de contribuer à un monde plus prospère et plus durable.



Le bois tropical: cartographie de son évolution sur trois décennies

Une nouvelle étude de l'OIBT cartographie comment chocs économiques, tendances démographiques et progression des plantations ont transformé le secteur

Frances Maplesden

Consultante
(fran.maplesden@gmail.com)



Investis dans le bois: une usine de transformation de panneaux à Curitiba, au Brésil. Photo: F. Zequinão

Au cours des trois dernières décennies, la production, la consommation et le commerce de produits bois tropicaux ont évolué de manière notable à travers le monde: l'offre en bois tropicaux issus de forêts naturelles s'est raréfiée et leur qualité a baissé; et les évolutions économiques et démographiques ont eu pour effet de réorienter la localisation et la croissance des industries des produits bois – ainsi que la localisation géographique de la demande – depuis les pays développés vers les pays en développement.

Un nouveau rapport majeur de l'OIBT cartographie en détail cette transformation sur le long terme du secteur des produits bois tropicaux. Intitulé *Tropical Timber Trends*¹, il a exploité les informations de la Base de données statistiques de l'OIBT pour dresser un tableau complet de la production, de la consommation et du commerce de bois tropicaux sur la période 1990-2020.

Ce rapport, à paraître prochainement, constitue une contribution essentielle pour insuffler de la transparence sur les marchés du bois. En ce sens, il constitue pour les décideurs des secteurs public et privé une précieuse ressource s'agissant de comprendre et de façonner une filière qui est au cœur des Objectifs de développement durable, qu'il s'agisse d'éradiquer la pauvreté ou de juguler les crises du climat et de la biodiversité.

Nous présentons ici les principales conclusions du rapport, notamment comment les chocs économiques ont touché le secteur, et décrivons les tendances de long terme dans la production et le commerce de grumes, sciages, feuilles de placage et contreplaqués, y compris au fil des chaînes de valeur et pour des produits de type meubles ou panneaux de bois.

Chocs et réorientations de l'offre

Trois chocs économiques de grande ampleur – la crise financière asiatique (1997-1998), la crise financière et économique mondiale (CFEM) (2008-2009) et la pandémie de Covid-19 (2020-2022) – ont eu des conséquences majeures

sur l'offre et la demande en produits bois tropicaux. En effet, la crise financière asiatique a donné lieu à une expansion des plantations de produits qui sont source de bénéfices, comme l'huile de palme ou le latex en Asie du Sud-Est, et à une progression de la disparition des forêts naturelles. Dans les économies développées – en particulier en Amérique du Nord et dans l'Union européenne – la CFEM a eu des effets sensibles sur la construction et les dépenses des consommateurs, et donc sur la demande en produits bois tropicaux. Toutefois, en Chine et en Inde, la hausse de la consommation et des importations de produits bois primaires a permis d'amortir les conséquences de la crise chez les exportateurs tropicaux. À l'inverse de ce qui s'est passé avec la CFEM, où les facteurs de la demande ont le plus impacté le commerce des produits bois, la pandémie de Covid-19 s'est, elle, traduite par de graves perturbations de la production, du transport et des expéditions, et donc des chaînes d'approvisionnement.

Six pays – l'Indonésie (30% du volume en 2020), l'Inde (18%), le Viet Nam (12%), le Brésil (11%), la Thaïlande (4%) et la Malaisie (4%) dominent la production de bois ronds tropicaux. En Malaisie, la production est en recul sensible depuis 1990, principalement sous l'effet des réductions des quotas de coupe associées à sa gestion durable des forêts (GDF). En revanche, elle a progressé en Indonésie et au Viet Nam sur cette même période. Une tendance majeure a été la croissance de la production de bois ronds provenant de plantations chez les pays producteurs tropicaux et une baisse de celle issue de forêts naturelles, qui a été affectée par la surexploitation passée et les initiatives destinées à renforcer la GDF et à réduire l'exploitation forestière illégale et le commerce associé.

Entre 1990 et 2000, la production de sciages tropicaux est, dans l'ensemble, restée relativement stable, avant d'atteindre un premier pic en 2007, à 72,7 millions de m³, suivi d'un second en 2017, avec 80,8 millions de m³, avant de reculer à 71,4 millions de m³ en 2021. Les tendances ont toutefois affiché des divergences sensibles d'un pays à l'autre, la plus notable étant l'émergence de la Chine comme producteur majeur depuis 2012,

¹ Le rapport sera disponible sur: https://www.itto.int/fr/technical_report/



Pivotement vers l'Asie: vue aérienne d'un marché du bois à Yaoundé, au Cameroun. Les exportations africaines sont destinées de manière grandissante à l'Asie au lieu de l'Europe. Photo: Mokhammad Edliadi/CIFOR

dont la filière des sciages tropicaux repose sur des grumes importées. Au Brésil, la production connaît un recul marqué depuis 2012 et elle est en chute constante en Malaisie et en Indonésie depuis 1990 environ. Les petites et moyennes entreprises (PME), qui se sont montrées plus vulnérables que les grandes entreprises face aux chocs économiques évoqués précédemment, prédominent dans la filière des sciages tropicaux.

En Afrique, le secteur du sciage est fortement tributaire des exportations, la production étant sous l'influence de la demande sur les marchés d'exportation. Depuis 2010, la tendance dans cette région est au transfert des investissements industriels par les firmes appartenant en majeure partie à des intérêts européens au profit de sociétés détenues par des Asiatiques, ce qui reflète la hausse de la demande chinoise en sciages de feuillus issus de sources non traditionnelles; la demande de l'Asie pour un éventail d'essences plus diversifié que celui que recherchent les acheteurs européens; et les coûts élevés associés à la production de produits certifiés qu'exigent les marchés européens.

Contreplaqués et produits transformés

La production de contreplaqués tropicaux a connu d'importants changements en termes de localisation, passant du Japon (qui était le premier producteur et importateur de grumes tropicales jusqu'au début des années 90), à l'Indonésie et à la Malaisie (jusqu'aux années 2000), puis à la Chine, à l'Inde et, dans une moindre mesure, au Viet Nam. Cette évolution reflète la relative compétitivité de la transformation de contreplaqués chez les principaux pays producteurs et la croissance de la demande intérieure en contreplaqués en Chine et en Inde. Au nombre des grandes tendances, on citera également l'offre moindre en grumes de déroulage de qualité et grand diamètre, les importantes évolutions dans les technologies de production, la hausse des coûts de production et l'offre accrue en produits de remplacement des panneaux.

La Chine et le Viet Nam sont aujourd'hui les principaux pôles de fabrication de produits bois tropicaux de transformation secondaire (PBTS), la Malaisie, l'Indonésie et la Thaïlande étant aussi d'importants producteurs de PBTS tropicaux issus de bois de plantations. Toutefois, les pays producteurs tropicaux se caractérisent par un faible niveau d'investissement dans les technologies du bois, la fabrication, la commercialisation et la recherche-développement. En outre, en raison des limites de leur accès au financement, de leur pouvoir de négociation et de leur aptitude à réagir rapidement lorsque les marchés se redressent, le fait que les PME y soient prépondérantes a fragilisé les producteurs tropicaux lors des chocs économiques mondiaux.

Le commerce se réoriente à l'est

Depuis 1990, le commerce mondial des bois ronds industriels tropicaux suit une tendance baissière, enregistrant des reculs notables en 1997, 2007 et 2020 sous l'effet des chocs économiques mondiaux ou bien des pics en 1990, 2000 et 2014 lorsque la demande a bondi sur les marchés d'importation. Les flux commerciaux ont également connu d'importants changements. La demande à l'import s'est en majeure partie réorientée du Japon et, dans une moindre mesure, de la République de Corée, la Province chinoise de Taïwan et les pays de l'Union européenne (qui, tous confondus, représentaient 78% des importations mondiales en 1990 contre 9% seulement en 2021) vers, essentiellement, la Chine et l'Inde, qui sont à l'origine de 62% et 16% chacun des importations mondiales en 2021, comparé à 4% et 5% en 1990. Depuis 2010, les tendances des importations mondiales de grumes tropicales ont majoritairement reflété la demande du marché intérieur de la Chine et de ses marchés d'exportation de PBTS. La Chine a diversifié ses sources de grumes tropicales, autrefois majoritairement situées en Asie du Sud-Est, vers la région Pacifique et l'Afrique.

Sur le plan des exportations de grumes tropicales, on constate au nombre des grandes tendances un recul graduel des exportations



Créateurs de valeur: l'Asie est devenue un pôle majeur des produits bois transformés, comme ces palettes fabriquées en Thaïlande.

Photo: Nonthaphat Saetan/OIBT

depuis la Malaisie dû à l'amenuisement des ressources disponibles en raison des initiatives prises en matière de GDF; et un recul des exportations en provenance de la sous-région du Mékong dû au recul généralisé de l'offre en bois ronds industriels issus de forêts naturelles découlant de leur surexploitation passée, de diverses mesures des pouvoirs publics destinées à limiter les coupes en forêt naturelle, des restrictions sur les exportations de produits bois primaires et des mesures prises au niveau national et international pour lutter contre l'exploitation forestière illicite et le commerce transfrontière. En Afrique, les exportations se sont réorientées des pays de l'Union européenne vers la Chine, tandis que la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les îles Salomon sont aujourd'hui en tête des exportateurs de grumes, qui alimentent principalement la Chine.

Les exportations de grumes tropicales ont souffert en raison des restrictions au commerce imposées par les pays exportateurs, et en particulier des restrictions quantitatives sur les exportations de grumes non transformées, des quotas d'exportation appliqués à certains produits et essences et des taxes sur les exportations de grumes. Bien que les restrictions sur les exportations de grumes non transformées aient débouché sur une capacité accrue à transformer le bois sur place (par ex., en Indonésie, en Malaisie et aux Philippines), cela s'est fait au prix d'un coût économique élevé prenant la forme de subventions et d'inefficiences, à savoir une faible efficacité de conversion des grumes associée à une surcapacité industrielle et à des taux importants de déforestation.

Eu égard aux grandes tendances dans le secteur des sciages tropicaux depuis 1990, on citera l'importance moindre de l'Europe (en particulier la Belgique, la France, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, l'Espagne et le Royaume-Uni), qui était traditionnellement un important marché pour les sciages tropicaux, particulièrement ceux d'Afrique; et la croissance notable des importations chinoises de sciages tropicaux, qui résulte de la consommation et de la demande intérieures de ses industries manufacturières du bois tournées vers l'export,

en particulier celles de meubles en bois et parquets, ainsi que de la compétitivité relative des sciages tropicaux fabriqués au moyen de grumes tropicales importées.

Les exportations de sciages tropicaux ont connu une transition pour passer de produits provenant essentiellement de forêts naturelles à ceux issus de plantations. Si l'on constate des reculs notables au niveau des exportations de sciages en provenance du Brésil, de l'Indonésie et de la Malaisie, les exportations thaïlandaises de bois d'hévéa cultivé en plantations sont en revanche en progression depuis 2009, pour alimenter dans leur quasi-majorité la filière chinoise du meuble en bois.

Des importations japonaises en baisse

Le contreplaqué est le principal produit panneau dérivé de bois tropicaux, bien que sa production et son commerce soient en recul depuis les années 90, époque où les contreplaqués tropicaux dominaient le commerce des panneaux dérivés du bois. Sur le plan des importations de contreplaqués tropicaux, le recul des importations japonaises a constitué une évolution majeure pour les raisons suivantes: une réorientation de la demande en faveur des contreplaqués fabriqués au Japon en réponse à l'offre moindre et aux prix relativement élevés des contreplaqués des mers du Sud; le risque lié aux fluctuations du taux de change (qui touchent les contreplaqués importés mais non les contreplaqués japonais fabriqués à partir de matériaux locaux); l'incitation par les pouvoirs publics à augmenter le recours à du bois japonais; et les préoccupations des consommateurs entourant les conséquences environnementales de l'usage de feuillus tropicaux. Les évolutions technologiques ont également permis à la filière de passer de l'emploi de feuillus tropicaux à des conifères.

Les importations de contreplaqués tropicaux par les États-Unis d'Amérique, qui sont étroitement corrélées aux tendances du secteur du logement et de la construction, ont été marquées par une accélération de 2017 à 2021 sur fond d'essor de la



Une demande dynamique: transport de grumes le long d'un cours d'eau dans l'Ucayali, au Pérou. Photo: R. Carrillo

croissance économique et de mises en chantier de logements, en sus des activités de bricolage liées aux embellissements et réparations de l'habitat pendant la pandémie de Covid-19. Les enquêtes sur l'antidumping et l'imposition de taxes connexes ont eu des conséquences sur ses importations de contreplaqués tropicaux depuis la Chine, les importateurs ayant diversifié leurs sources auprès d'autres fournisseurs de contreplaqués tropicaux.

Les échanges commerciaux de contreplaqués tropicaux ont été dominés par la Chine, l'Indonésie, la Malaisie et le Viet Nam, les tendances de l'export reflétant la relative compétitivité de ces pays, qui est principalement liée à des problèmes côté offre, plus précisément l'accès à des grumes de déroulage de qualité idoine et des préoccupations à l'échelon international concernant la légalité de l'approvisionnement et la gouvernance. En 1996, l'année culminante, l'Indonésie alimentait 52% des exportations mondiales et la Malaisie 29%, alors que les exportations de la Chine et du Viet Nam étaient encore modestes. C'est dans les années 2000 que la Chine est devenue un grand exportateur tandis que le Viet Nam est apparu encore plus récemment (en 2017).

Croissance du meuble

La valeur des exportations de PBTS en provenance de pays tropicaux a progressé de manière significative, de 1,7 milliard \$EU en 1990 à 14,7 milliards \$EU en 2000, puis 36,1 milliards \$EU en 2022. Cet essor est dû aux exportations de meubles en bois par la Chine et autres exportateurs tropicaux, notamment le Viet Nam; à la part des meubles en bois dans les exportations totales de PBTS (en valeur) depuis les pays tropicaux qui a augmenté pour, de 28% en 1990, passer à 57% en 2000, puis 75% en 2022. Les exportations proviennent en majeure partie de la région Asie-Pacifique. Le Viet Nam ainsi que d'autres exportateurs tropicaux ont bénéficié des mesures antidumping prises par les États-Unis à l'encontre des importations originaires de Chine.

Concernant les importations de PBTS, les principaux marchés sont les pays des économies développées. La demande mondiale en meubles en bois et produits de menuiserie suit les tendances en matière de mises en chantier de logements et de dépenses des consommateurs dans l'Union européenne et aux États-Unis et sur le plan de la compétitivité des produits importés comparée à celle des produits d'origine locale. Enfin, on constate que les importations de meubles en bois ont considérablement bondi dans le monde depuis 1990, particulièrement en Australie, dans les pays de l'Union européenne, au Japon, en République de Corée et aux États-Unis.

L'OIBT appelle à agir et investir davantage pour les forêts tropicales

Lors de la 19^e session du Forum des Nations Unies sur les forêts, l'OIBT a exhorté à agir, investir et collaborer pour capter le potentiel des forêts à répondre aux défis mondiaux

Secrétariat de l'OIBT

(itto@itto.int)



Unis pour les forêts: le FNUF19 en séance plénière. Photo: Soo Min Lee/OIBT

Si l'on veut concrétiser les gigantesques possibilités de répondre aux défis mondiaux qu'offrent les forêts tropicales, il est essentiel d'agir et d'investir en vue de renforcer les chaînes d'approvisionnement légales et durables ainsi que la gestion intégrée des incendies et d'intensifier la coopération internationale.

Tels furent quelques-uns des messages clés qu'a adressés l'OIBT durant la 19^e session du Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF), qui s'est tenue du 6 au 10 mai derniers au siège des Nations Unies, à New York.

La Directrice exécutive de l'OIBT a également mis à profit son allocution d'ouverture ainsi que les manifestations parallèles coorganisées par l'Organisation pour mettre en lumière le caractère central de la gestion durable des forêts (GDF) s'agissant de mettre en œuvre le Plan stratégique des Nations Unies pour les forêts 2017-2030 (PSNUF) ainsi que ses six Objectifs mondiaux relatifs aux forêts.

Contre les incendies de forêt

Dans sa déclaration en plénière, M^{me} Satkuru a salué le Ministère indien de l'environnement, des forêts et du changement climatique pour avoir pris en main le pilotage des récentes discussions internationales sur les incendies de forêt et la certification forestière.

«Il est essentiel d'insister sur la nécessité pressante d'accroître la collaboration et l'action, à la fois aux niveaux local et mondial, pour atténuer les conséquences des incendies de forêt dans les pays tropicaux», a-t-elle dit aux délégués. «Il est également capital de renforcer efficacement les capacités en vue de cet effort, qui englobe tant l'échange de connaissances que l'élaboration de solides stratégies en lien avec la gestion intégrée des incendies de paysage.»

M^{me} Satkuru a mis en avant les efforts que l'OIBT déploie de longue date pour lutter contre les incendies de forêt tropicale et renforcer les capacités en partenariat avec les gouvernements

et les organisations, y compris, tout récemment, dans le cadre de projets menés en Indonésie¹ ou encore au Pérou², grâce au concours du Japon.

Lors de la manifestation parallèle qui a suivi la plénière, M^{me} Satkuru a observé que les incendies constituaient une menace grandissante pour les forêts tropicales et qu'ils étaient désormais un problème universel. En conséquence, les pays ont besoin d'un soutien financier et politique pour mettre en œuvre une gestion intégrée des incendies.

La manifestation parallèle «Principes et stratégies d'une gestion intégrée des incendies de paysage dans le cadre d'une gouvernance collaborative», était coorganisée par l'OIBT, le Service coréen des forêts, le Ministère indien de l'environnement, Forêt et changement climatique, l'Institut indien de gestion des forêts, l'Agence portugaise de gestion intégrée des incendies en milieu rural (AGIF) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

«Le climat évolue, les saisons des incendies se prolongent et les incendies deviennent plus dangereux», a remarqué M^{me} Satkuru, qui animait la manifestation. «Face au risque d'escalade, les pays doivent faire davantage pour gérer leurs paysages et y prévenir les incendies de végétation... «Dans nombre de pays tropicaux, l'appui international et la coordination régionale vont donc être vitaux.»

À l'époque de leur publication en 1997, les *Directives de l'OIBT sur la gestion du feu dans les forêts tropicales*³ ont été un tournant majeur en matière de gestion des incendies de forêt et demeurent d'autant plus pertinentes et importantes aujourd'hui. Afin de les rendre plus en phase avec les défis actuels et l'évolution de la situation, elles font actuellement l'objet d'une révision, a indiqué M^{me} Satkuru.

1 www.itto.int/project/id/PP-A_56-340-1

2 www.itto.int/project/id/PP-A_56-340-2

3 www.itto.int/fr/guidelines



Le panel des incendies: la tribune au cours de la manifestation parallèle «Principes et stratégies d'une gestion intégrée des incendies de paysage dans le cadre d'une gouvernance collaborative» Photo: Soo Min Lee/OIBT

D'autres conférenciers sont intervenus sur divers sujets relevant des incendies lors de cette manifestation parallèle. Tiago Oliveira, Président de l'AGIF, a ainsi informé les participants sur le Cadre de gestion des incendies de paysage, l'un des résultats de la 8^e Conférence internationale sur les incendies de végétation qui s'est tenue à Porto (Portugal) en mai 2023; Jitendra Kumar et R. Raghu Prasad ont évoqué les résultats de l'Initiative parrainée par les pays sur les incendies de forêt qui s'est déroulée en Inde en octobre 2023; Jina Kim, du Service coréen des forêts, a présenté quelques-uns des travaux que conduit son organisation pour mettre en œuvre la gestion intégrée des incendies de forêt, notamment dans le cadre du Mécanisme visant à assurer l'avenir des forêts par la gestion intégrée du risque (AFFIRM), récemment lancé; et Wu Zhimin, Directeur de la Division des forêts de la FAO, a présenté le Centre mondial de gestion des incendies, une nouvelle plateforme conçue pour encourager les efforts internationaux en matière de gestion intégrée des incendies. Les participants à la manifestation ont ensuite pris part à une séance animée de questions-réponses.

Faire avancer la durabilité

La certification des forêts, qui encourage les pratiques de GDF dans les régions tropicales riches en forêt d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie, est un autre élément important pour lequel se mobilise l'OIBT.

Dans son allocution en plénière, la Directrice exécutive de l'OIBT a mis en exergue à cet égard le soutien de l'Organisation au renforcement des capacités et aux discussions stratégiques sur les dispositifs de certification forestière, qui sont en accord avec leurs travaux sur les critères et indicateurs de la gestion durable des forêts. Elle a par ailleurs noté que le Programme de l'OIBT relatif aux chaînes d'approvisionnement légales et durables accompagnait les efforts que déploient les pays pour lutter contre l'exploitation forestière illicite tout en favorisant la transparence et la légalité du commerce du bois.

M^{me} Satkuru a informé les délégués que la prochaine édition du Forum mondial sur le bois légal et durable, qui a pour objectif de renforcer la gestion durable des forêts et de promouvoir des chaînes d'approvisionnement légales et durables du bois, se tiendrait en septembre 2024 (voir l'annonce en page 25).

Lors d'une manifestation parallèle organisée le deuxième jour de la session du FNUF, l'OIBT a mis en avant comment, pour permettre aux pays de faire face au coût de la GDF, il importait d'équilibrer une production durable de bois et produits forestiers avec une consommation durable.

M^{me} Satkuru a par ailleurs animé la manifestation parallèle «Intégrer les chaînes d'approvisionnement en produits ligneux tropicaux de source légale et durable au service d'une production et une consommation responsables», organisée conjointement avec le Ministère indien de l'environnement, des forêts et du changement climatique.

Quatre orateurs se sont succédé à la tribune: K. Ravichandran, Directeur de l'Institut indien de gestion forestière, qui a parlé du dispositif indien de certification des forêts et du bois; Dato' Ahmad Fadzil bin Abdul Majid, Directeur en chef du Département des forêts de la Malaisie péninsulaire, qui a expliqué aux participants le rôle des chaînes d'approvisionnement en bois légal et durable en Malaisie; Martir Vazquez, Directeur adjoint de l'Institut national des forêts du Guatemala, qui a présenté le système guatémaltèque de traçabilité et de contrôle du bois; et Joseph Appiah, de la Commission forestière du Ghana, qui a parlé des défis de la mise en œuvre du système ghanéen de certification du bois et de ses opportunités.

L'OIBT a noté que des progrès importants avaient été enregistrés dans la mise en œuvre de la GDF en région tropicale, et que la certification forestière et la vérification de la légalité constituaient des outils efficaces pour informer les consommateurs sur les sources certifiées ou vérifiées des produits du bois qu'ils achètent. Toutefois, les marchés de consommation doivent reconnaître que l'exigence de GDF, de même que sa mise en œuvre et sa certification, entraîne des coûts supplémentaires qui doivent être partagés entre producteurs et consommateurs.



Faire avancer la foresterie durable: en phase avec ses travaux sur les critères et indicateurs de la gestion durable des forêts, l'OIBT renforce les capacités et offre une tribune pour les discussions stratégiques sur les dispositifs de certification forestière. *Photo: L. Amissah/lauréat d'une bourse de l'OIBT*



Une solution verte: les produits bois tropicaux durables récoltés dans le respect de la légalité constituent une solution fondée sur la nature aux défis mondiaux actuels, mais il faut investir davantage pour booster leurs contributions. *Photo: CONAFOR*

«La gestion durable des forêts est essentielle pour garantir une utilisation durable des produits forestiers sur le long terme, mais elle entraîne des coûts que les producteurs ne sauraient assumer seuls», a ajouté M^{me} Satkuru.

«Les consommateurs veulent à juste titre que les produits bois qu'ils achètent proviennent de forêts gérées de manière responsable, mais il faut les sensibiliser pour qu'ils comprennent les coûts très réels que cela implique, notamment ceux qui découlent de l'expertise technique et des ressources financières et humaines nécessaires, et la nécessité pour les consommateurs d'aider à couvrir ces coûts et à soutenir de tels engagements dans la durée. Les incitations fiscales et non fiscales revêtent une importance cruciale à cet égard.»

M^{me} Satkuru a souligné comment, en sus de créer des emplois, d'enrichir les moyens de subsistance et de contribuer à l'éradication de la pauvreté, l'utilisation de produits bois d'origine légale et durable contribuait à atténuer le changement climatique en termes de captage et de stockage du carbone tout au long du cycle de vie des produits bois. Employer des bois tropicaux en remplacement de matériaux à plus forte intensité carbone de type acier, aluminium ou béton présente des avantages environnementaux considérables, a-t-elle ajouté. Tous ces aspects positifs qu'offre le bois légal et durable contribuent en outre à la réalisation des Objectifs de développement durable et du PSNUF.

Collaboration en matière d'investissement

Au cours de la session, l'OIBT a par ailleurs souligné comment les processus internationaux devaient collectivement intensifier leurs efforts pour accélérer l'investissement dans la GDF et capter les potentiels avantages qu'offrent les forêts tropicales.

«Si leur potentiel et leurs valeurs sont optimisés à travers la GDF et un commerce du bois durable afin d'éviter la conversion des terres à des utilisations plus productives au plan économique, les forêts tropicales peuvent être la solution fondée sur la nature la plus efficace et la plus économique», a déclaré M^{me} Satkuru au cours du Débat de haut niveau du Partenariat de collaboration sur les forêts organisé le 9 mai.

«Nous devons booster les efforts et la collaboration à l'échelle globale entre les processus internationaux pour investir dans la GDF.»

M^{me} Satkuru a appelé à suivre des approches innovantes pour assurer un accès équitable aux financements, qui peuvent faire appel à des investissements du public ou du privé, ou à des investissements mixtes public-privé. Elle a par ailleurs observé que l'accès aux connaissances spécialisées et techniques et au partage des connaissances scientifiques, des données et des expériences en matière de GDF devait être libre.

«Nous suggérons que les donateurs internationaux et les mécanismes multilatéraux renforcent encore leur collaboration pour permettre que les financements soient affectés de manière plus efficace et harmonisée, et assurer que les organisations internationales spécialisées dans le domaine forestier bénéficient d'un accès à ces financements pour intervenir dans divers domaines qui nécessitent que l'on s'y intéresse de toute urgence dans les États membres», a-t-elle poursuivi.

Pour consulter la couverture détaillée de la session du FNUF et des activités de l'OIBT, dont la série élargie de présentations délivrées lors des manifestations parallèles de l'OIBT, on pourra lire les articles suivants sur: www.ito.int/fr/top_stories

- Appel de la DE aux processus internationaux: il faut «booster» la foresterie tropicale durable
- Producteurs et consommateurs doivent partager le coût de la GDF, selon la Directrice exécutive
- FNUF19: la DE souligne la nécessité d'accroître la collaboration et le renforcement des capacités

Ancrer les lignes directrices de l'OIBT au cœur de la dynamique mondiale en faveur de la restauration

La Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes offre une plateforme pour la mise en application élargie des lignes directrices de l'OIBT sur la restauration des paysages forestiers en milieu tropical

**Cesar Sabogal,¹
Juergen Blaser,²
et Stephanie
Mansourian³**

¹ Consultant
(sabogalcesar10@gmail.com)
² Université des sciences
appliquées de Berne
³ Mansourian.org et Université
de Lausanne



La restauration en marche: une plantation communautaire bénéficiant d'un projet de restauration de l'OIBT dans le district forestier de Begoro au Ghana.
Photo: Alex Aglebe

En 2020, l'OIBT a publié une version actualisée de ses lignes directrices pour la restauration des paysages forestiers en milieu tropical (OIBT, 2020), un ouvrage pionnier dont la parution arrivait à point nommé. Car il était d'ores et déjà largement reconnu que, pour bénéficier d'une myriade de retombées bénéfiques, allant de la préservation du climat à la conservation de la biodiversité en passant par le développement social et économique durable, il était essentiel de restaurer les forêts tropicales. Les travaux visant à mettre fin à la déforestation et à étendre la restauration en Afrique, Asie et Amérique latine s'accéléraient, notamment grâce aux travaux incessants menés par l'OIBT et ses partenaires en matière de politique et de projets.

Un an plus tard, l'opportunité de faire avancer la restauration des paysages forestiers (RPF) dans les régions tropicales s'était d'autant plus amplifiée suite au lancement de la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes 2021-2030⁴. Celle-ci, qui a sensibilisé à la restauration des écosystèmes et a démultiplié les actions et l'investissement dans ce domaine, a d'ores et déjà eu nombre d'effets favorables. On citera l'élaboration de principes (FAO *et al.*, 2021) et normes (Nelson *et al.*, 2024) destinés à guider les efforts de restauration dans des écosystèmes très divers, l'essor de banques en ligne de projets de restauration [à l'instar de celle de la Société pour la restauration écologique⁵] (SER) ou encore des financements supplémentaires significatifs, notamment dans le cadre du programme intégré sur la restauration des écosystèmes inclus dans le cycle de financement 2022-2026 du Fonds mondial pour l'environnement.

Avec la Décennie des Nations Unies en pleine effervescence, il nous importe ici de mettre en avant le caractère pratique des Lignes directrices de l'OIBT et de souligner leur pertinence s'agissant de veiller à ce que les interventions de restauration soient exécutées en accord avec des pratiques ancrées dans des années de recherche scientifique et d'expérience de terrain afin de pleinement concrétiser leurs promesses au profit tant des populations que de la nature.

Les Lignes directrices de l'OIBT

Elles ont été publiées pour la première fois il y a plus de deux décennies sous l'intitulé *Directives de l'OIBT pour la restauration, la gestion et la réhabilitation des forêts tropicales dégradées et secondaires* (OIBT, 2002). Élaborées avec des partenaires au nombre desquels figurent le Centre de recherche forestière internationale (CIFOR), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds mondial pour la nature (WWF) et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), elles constituaient les toutes premières lignes directrices d'échelle mondiale sur la restauration et la reconstitution des forêts.

Leur version actualisée de 2020 – parue sous le titre *Lignes directrices pour la restauration des paysages forestiers en milieu tropical* – a été le fruit d'un processus intensément participatif. Sous la direction des deux premiers auteurs de cet article, la révision a en effet puisé dans les apports de 43 spécialistes du monde entier, issus d'une grande diversité de secteurs, disciplines et organismes. Pour les produire, l'OIBT a par ailleurs travaillé en étroite collaboration avec le Partenariat de collaboration sur les forêts, l'Organisation asiatique de coopération forestière ainsi que de nombreux autres partenaires.

Le document facile d'emploi qui en est né repose sur les six principes de RPF reconnus à l'international qui avaient été établis deux années auparavant par le Partenariat mondial pour la restauration des paysages forestiers (Besseau *et al.*, 2018). Ces Lignes directrices de l'OIBT les décortiquent et les rendent fonctionnels dans le contexte des forêts tropicales en y articulant 32 éléments directeurs (les ED) (tableau 1). Il importe de noter que ces ED ont pour objet de favoriser les conditions propices à la réussite d'une intervention de RPF et ses résultats sans pour autant être trop prescripteurs.

En conséquence, les Lignes directrices de l'OIBT peuvent être appliquées à différents scénarios, dont la restauration de forêts naturelles dégradées (de production et de protection); la gestion de forêts de recré; la reconstitution de terres forestières – ou

⁴ www.decadeonrestoration.org

⁵ Le Centre de ressources pour la restauration de la Société pour la restauration écologique offre une banque de données du projet sur: <https://ser-rrc.org/>; la base de données de Restor est consultable sur: <https://restor.eco>

Tableau 1: Récapitulatif des six principes (P1-P6) et 32 éléments directeurs (ED1-ED32) des Lignes directrices de l'OIBT pour la restauration des paysages forestiers en milieu tropical

P1	Priorité aux paysages
ED1	Mener une évaluation et une planification des utilisations des terres à l'échelle du paysage qui soient intégratrices et sensibles à l'aspect sexospécifique
ED2	Convaincre que la RPF doit transcender les politiques sectorielles
ED3	Mener une RPF d'échelle appropriée
ED4	Traiter la question des droits de tenure et d'accès
P2	Mobilisation des parties prenantes et appui à la gouvernance participative
ED5	Mettre en place une capacité de gouvernance adaptée à une RPF décentralisée
ED6	Susciter une forte mobilisation des parties prenantes
ED7	Conduire une analyse conjointe multi-parties prenantes des facteurs de dégradation
ED8	Assurer l'équité sociale et la répartition des avantages
ED9	Mener en matière de RPF une planification, une prise de décisions et un suivi de nature participative
ED10	Renforcer la capacité des parties prenantes à partager la responsabilité de la RPF
ED11	Traiter le financement de long terme des initiatives de RPF
ED12	Mettre en place un environnement favorable à l'investissement dans la RPF
P3	Rétablissement de fonctions multiples pour obtenir des avantages multiples
ED13	Assurer la multiplicité des fonctions et avantages
ED14	Conserver la biodiversité et restaurer les fonctions écologiques
ED15	Améliorer les moyens d'existence
ED16	Tirer pleinement parti des connaissances locales
P4	Maintien et valorisation des écosystèmes naturels au sein des paysages
ED17	Éviter la conversion de forêts naturelles
ED18	Restaurer les forêts dégradées et réhabiliter les terres forestières dégradées
ED19	Éviter le morcellement des forêts
ED20	Conserver les prairies, savanes et zones humides naturelles
P5	Adaptation au contexte local par divers moyens
ED21	Évaluer le contexte et les restrictions au plan local
ED22	Tenir compte de l'évolution ultérieure des conditions
ED23	Moduler les interventions de RPF en fonction du contexte local et engendrer des avantages locaux
ED24	Assurer la viabilité financière et économique des investissements dans la RPF
ED25	Identifier les opportunités d'accroître les revenus à l'échelon local
ED26	Développer des chaînes d'approvisionnement durables
P6	Gestion agile favorisant la résilience à long terme
ED27	Adopter une approche fondée sur la gestion adaptative
ED28	Mesurer en continu les aspects biophysiques du paysage
ED29	Évaluer périodiquement la vulnérabilité au changement climatique
ED30	Élaborer des approches de suivi participatif de la RPF
ED31	Encourager l'accès ouvert à l'information et aux connaissances ainsi que leur partage
ED32	Communiquer les résultats de la RPF

anciennement forestières – dégradées aux fins d'améliorer leurs fonctions de protection et de production; et l'intégration d'arbres dans les paysages agricoles.

Les publics ciblés, qui comprennent pouvoirs publics, organismes nationaux de développement et de vulgarisation, législateurs, praticiens de la restauration, organisations communautaires, organisations du secteur privé, organisations de la société civile et organismes de recherche et d'enseignement, sont très divers.

Les Normes de pratique pour orienter la restauration des écosystèmes: une contribution à la décennie des Nations Unies sur la restauration des écosystèmes (Nelson et al., 2024), qui s'appliquent à tout écosystème, ont été en partie inspirés par les Lignes directrices de l'OIBT, ainsi qu'en attestent leurs nombreuses parties qui se recoupent.

Appliquer les lignes directrices

S'agissant en définitive uniquement d'orientations, il est fondamental de les adapter au contexte propre à un projet ou à un programme de restauration donné pour les exploiter et les appliquer de manière idoine. Les Lignes directrices mettent en exergue l'importance du contexte et montrent, à travers 18 études de cas, comment elles peuvent être appliquées à une très grande diversité de configurations.

Ces études de cas illustrent l'application des principes et ED ainsi que certains défis qui peuvent être rencontrés à cet égard. Pour la plupart, elles montrent comment au moins trois des principes de RPF ont été appliqués, en particulier le principe 2 («Mobilisation des parties prenantes et appui à la gouvernance participative») et le principe 3 («Rétablissement de fonctions multiples pour obtenir des avantages multiples»).



Restauration d'une forêt de diptérocarpes: une plantation de 16 ans d'âge dans une concession du Kalimantan centre, en Indonésie, l'une des 18 études de cas illustrant l'application des *Lignes directrices de l'OIBT pour la restauration des paysages forestiers en milieu tropical*.
Photo: Sari Bumi Kusuma

Le tableau 2 présente la synthèse de l'une de ces études de cas et illustre comment les Lignes directrices peuvent aider les décideurs et les exécutants à comprendre les principales problématiques qu'ils doivent prendre en compte dans un contexte de restauration tropicale donné, et notamment l'importance de tenir compte de la dimension humaine dans une intervention de RPF (Mansourian *et al.*, 2024).

Perspective ultérieure

Sous l'effet de la Décennie des Nations Unies et d'autres initiatives qui sensibilisent et encouragent à agir au bénéfice de la restauration des écosystèmes, nous pensons que les Lignes directrices de l'OIBT peuvent et doivent être appliquées de manière plus large et souhaitons formuler trois préconisations en ce sens pour amplifier leur adoption et leur impact.

Tableau 2: Synthèse de l'étude de cas «Réhabilitation de forêts dégradées par des communautés riveraines au Ghana»
(Source: OIBT 2020)

Lieu	Réserve forestière de Pamu-Berekum, Réserve forestière d'Afrensu-Brohoma et Réserve forestière de Southern Scarp.
Contexte	La surexploitation des ressources forestières, l'expansion agricole dans des zones forestières, les incendies de forêt et les activités minières ont notablement réduit le couvert forestier et détérioré la plupart des aires de réserve forestière au Ghana. Cette situation a des effets délétères sur la biodiversité, les sols et la productivité agricole.
Principaux objectifs	Réhabiliter des surfaces de réserves forestières dégradées gérées suivant des pratiques de gestion durable et en collaboration avec les communautés pour servir de source majeure de moyens d'existence.
Intervention de restauration	Restauration de forêts dégradées pour la production.
Processus et approche méthodologique, techniques et outils utilisés	Le projet a suivi un processus participatif. Les communautés riveraines ont été les principaux acteurs de la création des plantations. Elles ont aussi été incluses dans les études sur les utilisations des terres, les discussions de groupe approfondies et le renforcement des capacités menés avec la Division du service forestier. En outre, le renforcement des capacités en techniques de gestion de plantation, en comptabilité du bois et du carbone, suivi et gouvernance ont constitué des aspects centraux de la démarche.
Pratiques appliquées sur le terrain	Reproduction des semences et création de pépinières. Création de plantations arboricoles de diverses essences indigènes et d'une essence exotique. Plantation d'enrichissement dans les plantations au moyen de cinq essences produisant d'importants produits forestiers non ligneux (PFNL). Méthodologie de calcul des valeurs financières du bois destinée aux communautés. Estimation des stocks de carbone et de réduction du dioxyde de carbone par la restauration. Enregistrement des plantations et élaboration de plans de gestion.
Résultats	225 ha plantés de 48 essences ont été créés en quatre ans, contribuant à l'offre en eau et au captage du carbone. Plus de 180 agriculteurs ont enregistré leur parcelle de plantation auprès des pouvoirs publics. Cinq espèces à PFNL ont été intégrées aux plantations créées sur un (1) site du projet. Plusieurs rapports techniques et publications utiles aux chercheurs et praticiens oeuvrant dans la restauration communautaire de forêts dégradées.
Conditions d'une reproduction fructueuse dans un contexte similaire	Des dispositions institutionnelles doivent être en place au plan local pour régir et gérer les plantations créées sur le long terme. Exploitation des connaissances locales. Collaboration et répartition claire des rôles entre les parties prenantes affiliées aux pouvoirs publics et les communautés riveraines. Coupe-feux végétaux autour des plantations créées pour prévenir les incendies de forêt.
Principaux défis rencontrés	Régime de tenure restreint sur les arbres et complexité de la procédure d'enregistrement des plantations. Incendies de forêt constants, pratiques agricoles non durables et exploitation forestière illicite. Conflits avec les pasteurs nomades.
Messages-clés et enseignements dégagés	Nécessité d'un engagement fort des gestionnaires de ressources forestières (communautés). Les coûts d'opportunité découlant de la non-conversion des surfaces forestières dégradées en terres agricoles doivent être pris en compte (par ex., par les dispositifs de paiement des services écosystémiques, les crédits carbone, ou des moyens d'existence autres).



Viabiliser les communautés: des agents d'un projet de l'OIBT recueille des biodonnées auprès d'agriculteurs pour partager les retombées d'une plantation dans le district d'Offinso au Ghana. *Photo: Emmanuel Antwi Bawuah*

En premier lieu, des éléments-clés des Lignes directrices pourraient être intégrés dans les travaux de conventions de portée mondiale qui partagent le même intérêt à encourager la restauration des écosystèmes, et en particulier la Convention sur la diversité biologique, la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification ou encore la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Dans la mesure où elles offrent à leurs Parties des orientations pour atteindre les objectifs mondiaux, certains éléments des Lignes directrices de l'OIBT sont susceptibles de constituer pour celles-ci des contributions aussi tangibles que constructives. Cela pourrait se faire dans le cadre de manifestations en marge des réunions majeures des Parties ainsi que de discussions avec les secrétariats des Conventions pour intégrer de manière systématique des éléments des Lignes directrices de l'OIBT dans les orientations relatives à la mise en œuvre des stratégies et cadres des conventions.

En second lieu, nous insistons sur la nécessité d'organiser des ateliers régionaux de renforcement des capacités pour discuter des lignes directrices et les diffuser au sein des praticiens et des décisionnaires à l'échelon intermédiaire, par exemple dans les services forestiers et les organisations non gouvernementales. Ces ateliers serviraient non seulement à présenter les principaux éléments des Lignes directrices, mais aussi à en parler sous l'angle de leurs études de cas et à discuter des spécificités nationales et régionales.

Enfin, dans un dernier point à cet égard, nous préconisons un mécanisme permettant de recueillir les enseignements tirés de la mise en œuvre des Lignes directrices qui constituera une base pour les affiner mais aussi pour communiquer et diffuser le savoir-faire sans cesse grandissants en matière de restauration qui résultent de leur application.

Les *Lignes directrices pour la restauration des paysages forestiers en milieu tropical* (leurs 18 études de cas incluses) sont disponibles en anglais, espagnol et français sur: <https://www.itto.int/fr/guidelines/>

Bibliographie

- Besseau, P., Graham, S. et Christophersen, T. (eds). 2018. *Restoring forests and landscapes: the key to a sustainable future*. GPFLR, Vienne.
- FAO, UICN CEM et SER. 2021. *Principles for ecosystem restoration to guide the United Nations Decade 2021-2030*. FAO, Rome.
- Mansourian, S., Derkyi, M., Djenontin, I., Elias, M., Pacheco, P., Oldekop, J., Diederichsen, A. et al., 2024. *Human Dimensions of Forest Landscape Restoration*. IUFRO, Vienne.
- Nelson, C.R., Hallett, J.G., Romero Montoya, A.E., Andrade, A., Besacier, C., Boerger, V., Bouazza, K., et al., 2024. *Standards of practice to guide ecosystem restoration: A contribution to the United Nations Decade on Ecosystem Restoration 2021-2030*. FAO, SER et UICN CEM, Rome, Washington et Gland.
- OIBT 2002. *Directives OIBT pour la restauration, l'aménagement et la réhabilitation des forêts tropicales dégradées et secondaires*. Série OIBT Politique forestière n° 13. OIBT, Yokohama.
- OIBT 2020. *Lignes directrices pour la restauration des paysages forestiers en milieu tropical*. Série OIBT Politique forestière n° 24. OIBT, Yokohama.

Habiller les propriétaires fonciers coutumiers de Papouasie-Nouvelle-Guinée à participer à la gestion communautaire des forêts

Un projet de l'OIBT a créé un régime modèle de planification des utilisations des terres et d'évaluation des ressources forestières susceptible d'aider à alimenter les paiements pour services écosystémiques et les initiatives REDD+

**Simon Rollinson,¹
Hwan-ok Ma,²
Dambis Kaip,³
Alois Jenkihau,⁴
Elizabeth Kaidong⁵
et Guduru Rome⁶**



Mesure de la biomasse forestière: Abram Umari (à d.), de la communauté d'Ugalingu, recueille des données sur la biomasse forestière avec Jerry Leon (à g.), de la PNGFA, dans une parcelle d'échantillonnage située dans l'Aire de conservation d'Ugalingu, dans la province de Madang. *Photo: D. Denny*

¹ Directeur général, Projets îles du Pacifique (simon@pip.com.pg)

² Consultant

³ Directeur des politiques et de la planification, Autorité forestière de Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNGFA)

⁴ Directeur de la coordination des politiques et de l'aide, PNGFA

⁵ Directeur de la branche changement climatique, PNGFA

⁶ Cadre supérieur en charge de l'aide et des politiques, PNGFA

Avec une superficie terrestre d'environ 463 000 km², la Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG) est le plus vaste pays de la région des îles du Pacifique. Son paysage est constitué d'îles, de plaines et hauts-plateaux dont l'altitude va du niveau de la mer jusqu'à plus de 4 000 mètres. En raison de sa grande diversité de reliefs, de précipitations et d'altitudes, la PNG offre un environnement naturel très contrasté. Son contexte social est tout aussi diversifié avec plus de 800 groupes tribaux et langues. Les terres sont en majeure partie détenues sous le régime coutumier, la densité démographique étant en moyenne d'environ 18 habitants au kilomètre carré. Les décisions importantes relevant du foncier sont en général prises au niveau du clan.

Une étude menée dans le cadre d'un avant-projet a montré que, si les propriétaires fonciers coutumiers étaient en général bien informés sur la qualité de leurs forêts, ils étaient toutefois souvent exclus des activités d'évaluation des ressources forestières, des processus décisionnaires en matière de gestion forestière et des opportunités de développement connexes. Cette situation a mis en évidence la possibilité d'adopter une démarche pluripartite fondée sur la gestion forestière communautaire (GFC) qui impliquerait les propriétaires fonciers au niveau local et, à l'échelon national, les pouvoirs publics.

C'est dans ce contexte que l'Autorité forestière de PNG (PNGFA), avec le concours de partenaires, dont l'OIBT et Projets des îles du Pacifique, a conçu et mis en œuvre un projet visant à mettre en place un régime modèle de planification des utilisations des terres et d'évaluation des ressources forestières ancré dans les communautés qui alimente les dispositifs de gestion forestière communautaire (GFC), tels ceux faisant appel aux paiements pour services écosystémiques (PSE) ou qui suivent le cadre de la REDD⁷. Le projet s'est par ailleurs employé à mieux faire

comprendre aux propriétaires fonciers les biens et services que procurent les forêts.

Pour mettre en place ce modèle, la PNGFA a sélectionné quatre sites pilotes répartis à travers les quatre régions de la PNG, associés à quatre partenaires locaux et leurs communautés pilotes connexes (figure 1). Les activités du projet ont été gérées au niveau national par la PNGFA qui, à l'échelon local, a travaillé en collaboration avec les partenaires et les communautés pilotes.

Trois stratégies transversales ont façonné les composantes techniques du projet: un système d'information géographique participatif a été employé pour impliquer les communautés dans les activités de recueil de données et planification des utilisations des terres; la communication bilatérale a été utilisée pour encourager le partage des connaissances entre les communautés pilotes, les partenaires et les agences publiques; et le renforcement des capacités a été exploité pour assurer la durabilité des produits du projet.

Un recueil de données participatif

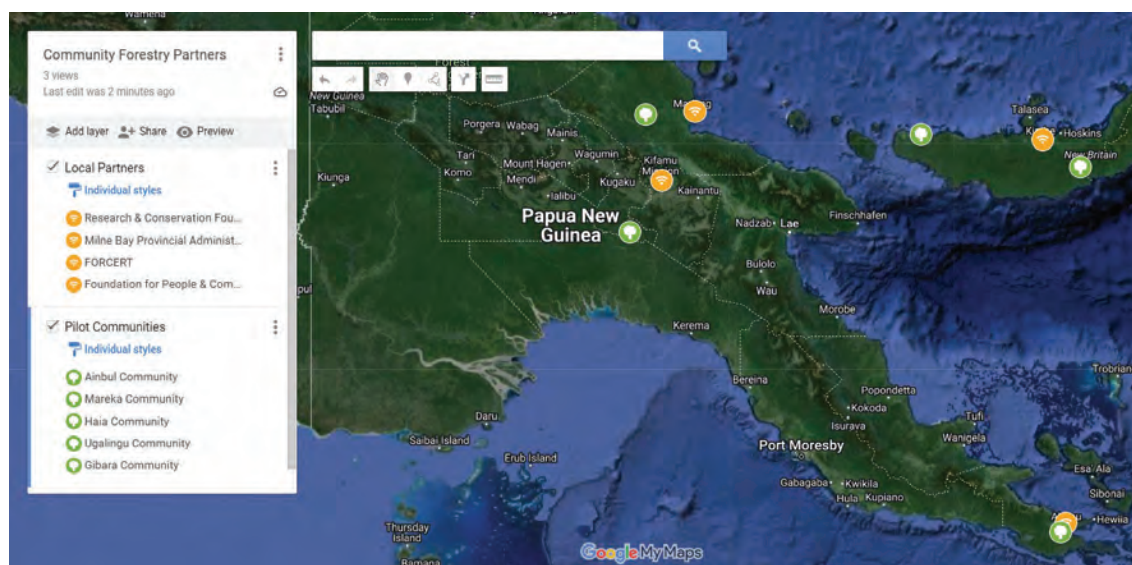
La première tâche a consisté à recenser les variables présentant des possibilités d'inciter les propriétaires fonciers coutumiers à réellement participer aux dispositifs de GFC. Ils ont été sélectionnés à partir d'une recherche documentaire, examinés par les partenaires et parties prenantes du projet et intégrés dans les formulaires et rapports portant sur cinq sujets en lien avec le contexte et en accord avec les lignes directrices de l'OIBT sur la gestion durable des forêts tropicales⁸.

- **Formulaires et rapports de témoignage des communautés** pour montrer le degré de compréhension d'une entreprise ou activité de GFC proposée et leur engagement à y participer.

⁷ La REDD+ (réduction des émissions provenant de la déforestation et de la dégradation des forêts dans les pays en développement, et rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et du renforcement des stocks de carbone forestier dans les pays en développement) désigne un cadre destiné à encourager les mesures d'atténuation du changement climatique qui a été élaboré dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

⁸ OIBT 2015. *Lignes directrices volontaires pour la gestion durable des forêts naturelles tropicales*. Série OIBT Politique forestière n° 20. Organisation internationale des bois tropicaux, Yokohama, Japon. Disponible sur: <https://www.itto.int/fr/guidelines/>

Figure 1: Les quatre partenaires locaux du projet et leurs communautés pilotes (Ainbul, Mareka, Haia, Ugalingu et Gibara) représentant les quatre régions administratives de PNG (Islands, Highlands, Momase et Southern)



Source: Google Maps

- **Formulaires et rapports d'enquête sur les utilisations des terres** pour faciliter la planification et le suivi des utilisations des terres dans le cadre d'une entreprise de GFC. Ils incluent le recueil d'indicateurs de performance clés ainsi que des données de validation au sol.
- **Formulaires et rapports sur la biomasse forestière** pour mesurer et suivre les puits de carbone épigé dans des parcelles sélectionnées. Ces données peuvent être incluses dans le cadre de suivi des projets REDD+.
- **Formulaires et rapports socioéconomiques** pour faciliter la planification et le suivi des utilisations des terres au niveau des ménages et des communautés, et suivant des échelles de temps saisonnières et annuelles.
- **Formulaires et rapports sur la biodiversité** pour mesurer et suivre les populations fauniques (par ex. les espèces indicatrices-clés). Les rapports socioéconomiques peuvent aussi indiquer les pressions, les avantages et les réponses des communautés liées à la biodiversité.

Il est ressorti de ces activités de recueil de données de référence que les communautés rurales étaient en mesure de collecter des données sur la majeure partie de ces variables moyennant des technologies et un renforcement des capacités idoines. Des logiciels adaptés au contexte du projet ont ensuite été sélectionnés dans un éventail d'options en libre accès et propriétaires en se référant aux conclusions de l'avant-projet. Il s'est avéré que *Kobo Toolbox* offrait tous les critères requis pour la saisie mobile de données hors ligne et leur gestion en ligne, ainsi que les interfaces les plus conviviales.

Douze formulaires et rapports de recueil de données couvrant les cinq thématiques prioritaires de la GFC ont ensuite été élaborés, testés par les partenaires locaux et leur communauté pilote, puis examinés dans le cadre de l'atelier national à mi-parcours du projet.

L'équipe du projet a préconisé que les partenaires locaux et leurs communautés pilotes sélectionnent d'abord les thématiques prioritaires de la GFC compatibles avec leur contexte spécifique et leurs activités programmées. Le but était que les activités de recueil participatif de données débutent dans un premier temps à l'aide d'un ou deux formulaires, pour ainsi renforcer les capacités des membres des communautés et les rendre plus



Profil des communautés: Lulu Osembo et Keran Aselai (Administration provinciale de la baie de Milne) recueillent des données socioéconomiques auprès du Comité de développement communautaire de la circonscription de Gibara. Photo: S. Rollinson

autonomes au fil du temps. Concernant les tests sur le terrain, après avoir assigné à chaque partenaire une seule thématique de GFC, des tablettes, appareils GPS externes et chargeurs solaires leur ont été fournis pour leur permettre de recueillir des données sur le terrain.

Matériel de formation et sensibilisation

Pour accompagner le recueil de données et les activités de gestion, a été préparé du matériel de formation et de sensibilisation articulé autour des politiques, lois et réglementations en vigueur ainsi que des ressources disponibles en ligne. Les résultats ont également été examinés dans le cadre de l'atelier national à mi-parcours avec les partenaires locaux et nationaux du projet, ce qui a débouché sur la publication de huit fiches d'orientation, cinq vidéos de sensibilisation et quatre rapports techniques.

Plateformes en ligne

Les formulaires de recueil de données, les ressources en formation et sensibilisation, les rapports techniques et autres ressources développés par le projet ont été regroupés dans une



Fiche d'orientation: verso de la fiche «Comment gérer des enquêtes sur les utilisations des terres» (disponible sur: https://drive.google.com/drive/folders/1Wd1zayDGWYSAUcCTQyvmqRy_bm6u9qn?usp=sharing)

Trousse à outils des forestiers communautaires (la CFTK). Il est prévu de la mettre à disposition sur un site web, une chaîne YouTube et dans un dossier sur Google Drive de manière à pouvoir la partager facilement avec les partenaires forestiers communautaires et la rendre accessible via des applications pour téléphone portable ou ordinateur.

En outre, afin d'encourager l'échange d'informations et d'idées entre propriétaires de ressources forestières, partenaires locaux et agences publiques, deux plateformes de réseautage ont également été créées:

- La communauté CFTK sur *WhatsApp* offre aux partenaires locaux et nationaux un forum de communication en ligne. Composé de quatre groupes axés sur les utilisations des terres, la biomasse forestière, la socioéconomie et la biodiversité, il a apporté une aide pour les activités de test sur le terrain et permis de remédier rapidement aux erreurs de logiciel rencontrées.
- La Classe CFTK sur *Google Classroom* a offert aux partenaires locaux et nationaux un forum de communication en ligne doublé de «travaux en classe» structurés pour créer des matériaux, des travaux pratiques et des questions (par ex., les membres disposeront prochainement de formulaires de retour d'information destinés à améliorer les plateformes de communication existantes).

Des résultats prometteurs

Le partenaire local en charge de la région de Momase, la Fondation pour le développement des populations et communautés (FPCD), a renforcé son engagement avec la communauté pilote d'Ugalingu dans la province de Madang au moyen des formulaires d'enquête sur la biomasse forestière et socioéconomique, ce qui a permis de:

- Dresser une carte des utilisations des terres dans la communauté en trois étapes: i) sensibilisation et délimitation des limites; ii) examen et confirmation du projet de carte; et iii) discussion et cartographie des affectations des terres.
- Prendre des dispositions pour ajouter des terres claniques supplémentaires à l'Aire de conservation d'Ugalingu et actualiser la carte de l'Aire de conservation.
- Obtenir le consentement éclairé de la communauté en vue de préparer une note conceptuelle du projet pour validation dans le cadre des Normes climat, communautés et biodiversité⁹ avec le concours de la Fondation populations, ressources et conservation (PRCF)¹⁰.



Vidéo de sensibilisation: scène de la vidéo «Comment les enquêtes sur la biodiversité aident les propriétaires de ressources forestières» (disponible sur: <https://drive.google.com/drive/folders/1Wcgu-O3ho77HN3CUs713Lkig1UBhhdKj?usp=sharing>)

Wendy Wahe, du Département des territoires et de la planification physique de PNG, s'est félicitée de la manière dont le projet sensibilise les propriétaires fonciers à la Politique nationale d'utilisation durable des terres qui vient d'être publiée au Journal officiel.

«Grâce au projet de GFC, les communautés sont aujourd'hui au courant des activités de planification des utilisations des terres dans les sites cibles du projet.

Les participants au projet ont une meilleure compréhension des processus de planification des utilisations des terres et de la manière dont ils peuvent prendre des décisions judicieuses au sujet des ressources que leurs communautés détiennent», a dit M^{me} Wahe.

Le partenaire local en charge de la Région du sud, l'Administration provinciale de la baie de Milne (MBPA), a renforcé son engagement avec la communauté pilote de la circonscription de Gibara au moyen des formulaires d'enquête socioéconomique, ce qui a permis de:

- Examiner dans le cadre d'un atelier communautaire les résultats de l'enquête liés à la circonscription (population, infrastructures et terres) et aux ménages (ressources et revenus) dans le cadre d'une évaluation participative et d'une analyse SWOT, ce qui a permis de recenser d'éventuelles opportunités de GFC, notamment la création d'une aire de protection réservée avec l'appui du Fonds pour la biodiversité et le climat de PNG¹¹.
- Préparer un Plan pour la circonscription couvrant la planification des utilisations des terres et des activités de gestion forestière dans le cadre du Plan des autorités locales d'Huhu, qui a en retour été incorporé dans le Plan de développement intégré du district d'Alotau (2023-2027).

Lulu Osembo, le coordinateur du projet pour la MBPA, a observé que le recueil de données à l'échelon local améliorerait l'élaboration des plans à l'échelon supérieur.

«Et donc, ces données qui vont être recueillies ne seront pas gaspillées. Toutes les informations que nous réunissons peuvent être exploitées à des fins de planification et de prise de décisions, non seulement au niveau des communautés, mais aussi à celui des LLG et des districts, de même qu'au sein du secteur forestier dans son ensemble», a-t-il ajouté.

Dans la région des hauts-plateaux, le partenaire local, la Fondation pour la recherche et la conservation (RCF), a renforcé son engagement avec deux communautés pilotes

⁹ www.climate-standards.org/ccb-standards/

¹⁰ <https://prcfoundation.org>

¹¹ <https://pngbcf.org/>



Groupe clanique: Henry Scheyvens, de la PRCF, aide des jeunes d'Ugalingu avec le processus de planification d'utilisation des terres.
Photo S. Serawe



Ressources didactiques: le projet a permis de produire du matériel d'enseignement et de sensibilisation sur la conservation des espèces et écosystèmes. Photo: B. Huanaromo

situées dans l'Aire de gestion de la faune du Mont-Cratère (CMWMA), une aire protégée, au moyen des formulaires d'enquête utilisés pour le recueil de témoignages auprès des communautés, sur les utilisations des terres, socioéconomiques et biodiversité, ce qui a permis de:

- Mieux cerner les changements intervenant dans la CMWMA et les réponses adaptées.
- Élaborer des plans financiers pour la CMWMA.
- Renforcer la gestion de l'aire protégée grâce à la réactivation du Comité de la CMWMA.
- Produire des ressources didactiques sur la conservation des espèces et écosystèmes.
- Renforcer les partenariats et la collaboration avec d'autres agences gouvernementales et non gouvernementales.

Le Coordinateur du RCF, Billy Huanaromo, a précisé qu'il se réjouissait de déployer la série de données et le système de gestion du projet pour soutenir la conservation en PNG.

«Les plateformes *KoboCollect* et *KoboToolbox* sont des outils très utiles qui peuvent être exploités dans nombre de domaines. Le RCF va continuer de les utiliser pour créer des formulaires sur mesure pour accompagner les efforts de conservation que nous menons dans la CMWMA et autres aires protégées».

Le partenaire local chargé de la région des Îles, FORCERT (Forêts pour sûr, forêts pour la vie) a renforcé notre engagement auprès de deux communautés pilotes au moyen des deux formulaires d'enquête socioéconomique et sur la biodiversité, ce qui a permis de:

- Améliorer la base de données sur les planteurs de cacao et développer des protocoles de suivi pratique pour le cacao bio certifié
- Améliorer, au sein des aires de conservation communautaire, le suivi des espèces locales à forte valeur de conservation et d'espèces inscrites sur la Liste rouge de l'Union pour la conservation de la nature (UICN)
- Augmenter la capacité des communautés pilotes à évaluer leurs plans d'utilisations durables des terres et à les réviser

La représentante des femmes du Groupe foncier incorporé d'Ainbul-Tetwe, Mire Dixon, a indiqué qu'elle était heureuse d'avoir collaboré au projet.

«Le projet a aidé la communauté d'Ainbul à élaborer et à suivre son plan d'utilisation durable des terres et les six zones d'utilisation des terres: zone de conservation, zone de production forestière, zone agricole, zone de maraîchage, zone de services publics et zone controversée».

Et ensuite?

La création d'un régime de planification des utilisations des terres et d'évaluation des ressources forestières ancré dans les communautés constitue un tournant majeur. Dans chacune des quatre régions de PNG, il offre en effet des possibilités d'accompagner des initiatives de GFC, notamment celles se rapportant à des PSE ou à la REDD+. Les ressources réunies dans la trousse à outils, le système de partage de fichiers et les forums de réseautage ont permis avec succès aux partenaires locaux et à leurs communautés pilotes d'améliorer leurs pratiques existantes en matière de planification et de suivi des utilisations des terres et d'exploiter de nouvelles opportunités de GFC.

Toutefois, si la stratégie de pérennisation du projet est judicieuse dans ses aspects environnemental, technique, social et économique, il est urgent que les pouvoirs publics centraux investissent davantage pour tirer pleinement parti du potentiel qu'offre la GFC en termes d'initiative stratégique de gestion des forêts. Il est crucial d'accroître les investissements pour doper la production de bois et de produits forestiers non ligneux et aussi de renforcer l'offre en services écosystémiques. Il importe donc de relancer les discussions au niveau institutionnel pour déterminer les rôles et responsabilités des agences publiques en charge du secteur forestier, de la conservation, du changement climatique et des utilisations des terres pour assurer l'efficacité de la coordination et accompagner les initiatives de GFC au niveau national.

Au cours de l'atelier d'achèvement du projet, les participants ont souligné l'importance d'adopter une démarche collaborative pour permettre d'intensifier le recueil de données et les multiples activités de gestion forestière dans l'optique d'offrir moyens d'existence durables. Cet effort collaboratif est essentiel pour autonomiser les propriétaires de ressources forestières et les partenaires locaux sur plusieurs sites, afin de permettre qu'ils participent de manière productive aux initiatives de GFC. En investissant dans ces entreprises, le gouvernement central peut non seulement amplifier la productivité des ressources forestières mais aussi encourager une gestion inclusive et durable des forêts dont communautés et écosystèmes bénéficieront l'un et l'autre.

Pour consulter les produits du projet, saisir le numéro de projet, PD 764/14 Rev.3 (F), dans le moteur de recherche de projets de l'OIBT sur: www.itto.int/project_search. Ce projet a pu voir le jour grâce à un financement du Gouvernement du Japon.

Comprendre les mangroves pour mieux lutter contre le changement climatique

Les travaux de recherche d'un lauréat d'une bourse de l'OIBT éclairent d'un jour nouveau les flux d'émissions de gaz à effet de serre émis par les espèces de palétuviers dans l'atmosphère

Julio A. Salas-Rabaza

Centre de recherche scientifique
du Yucatán (CICY)
(jsalasrab@gmail.com)



Des racines qui respirent: mesure des flux de gaz à effet de serre sur la tige d'un arbre dans une mangrove de la péninsule du Yucatán, au Mexique.
Photo: Julio A. Salas-Rabaza

Apprendre que ma candidature à une bourse de l'OIBT avait été acceptée a été pour moi l'une des meilleures nouvelles de l'année 2020. Au terme de près d'une année frustrante en raison de la pandémie de Covid-19, je pouvais enfin entreprendre une partie des travaux de recherche que j'avais proposés pour mon doctorat. Mes lecteurs d'Amérique latine comprendront ma joie immense, car ils savent que réussir à mener des recherches scientifiques dans nos pays peut s'apparenter à un acte révolutionnaire: nous avons certes accès à un capital naturel remarquable mais pauvre au plan financier. En outre, le sujet proposé étant nouveau au Mexique, cela était d'autant plus enthousiasmant.

La joie que m'a procurée cette bourse est enracinée dans ma propre histoire. Enfant, j'étais fasciné par les arbres, leur palette de formes, textures et couleurs, et en particulier à quel point ils peuvent être résilients et spécialisés lorsqu'ils se développent dans des lieux où d'autres formes de vie ne peuvent prospérer. Des années plus tard, cette admiration me conduira à me spécialiser dans l'ingénierie de restauration forestière¹ ce qui m'a convaincu qu'arbres et forêts sauveraient le monde. Mon master en physiologie des plantes n'a fait que renforcer ma conviction et m'a conduit à un doctorat² consacré à cerner comment les végétaux fonctionnent et interagissent avec leur microenvironnement. Je voulais précisément élucider leur contribution aux émissions naturelles de gaz à effet de serre (GES) tels que le méthane (CH₄) et le dioxyde de carbone (CO₂) et, partant, leur rôle en matière d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ses effets.

Pour les non-initiés, l'idée qu'un arbre puisse aussi émettre des GES (Covey et Megonigal, 2019) peut sembler bizarre. À l'école, nous apprenons en effet que les arbres et forêts absorbent du CO₂ dans l'atmosphère et qu'ils rejettent de l'oxygène source de vie lorsqu'ils puisent l'énergie du soleil pour photosynthétiser les composés organiques qui permettent la vie sur Terre. Or, un arbre est aussi un organisme vivant qui a besoin de respirer

pour croître et maintenir ses fonctions vitales, un processus exigeant qu'ils «inspirent» de l'oxygène et «expirent» du CO₂ sous la forme de produit résiduaire, exactement comment nous le faisons.

Mais comprendre d'où provient ce méthane est autrement compliqué. Dans un milieu extrême pauvre en oxygène, une plante va modifier son anatomie et sa physiologie pour garantir d'avoir accès à ce gaz vital, dont le palétuvier est un excellent exemple. Les palétuviers ont évolué et résolu le problème du manque d'oxygène (et de la forte salinité) grâce à des mutations génétiques ainsi que des modifications métaboliques et morphologiques, au nombre desquelles leurs racines aériennes d'aspect étrange. Avec ces racines, les arbres ont l'air d'être soutenus par une multitude de jambes minces ou échasses, raison pour laquelle j'ai surnommé les palétuviers «arbres mille-pattes». Ces racines, dont certains types sont appelés pneumatophores, fonctionnent à la manière de tubas naturels qui permettent à la plante de respirer dans des sites inondés en permanence. Elles contiennent des aérénchymes, un tissu spécialisé constitué de canaux d'air qui permettent les échanges gazeux et sont aussi présents dans la tige (Yáñez-Espinoza et Ángeles, 2022). De surcroît, la partie externe de l'écorce des racines et de la tige est dotée de nombreuses lenticelles, qui fonctionnent à la manière de minuscules portes reliant l'intérieur du tuba avec l'atmosphère. Outre le fait qu'elles permettent à l'oxygène de pénétrer et de circuler dans la plante, il est possible que ces deux structures offrent aussi aux gaz tels que le CH₄ produits dans le sol une voie pour s'échapper dans l'atmosphère (Barba *et al.*, 2019).

Lorsque le sol d'une mangrove reste inondé sur une période prolongée, les microorganismes dont le métabolisme ne nécessite pas d'oxygène commencent à proliférer. On y trouve notamment des bactéries et des archées méthanogènes qui produisent du CH₄. Ce méthane s'accumule dans les sédiments, parce que la colonne d'eau limite la diffusion des gaz, ce qui le rend dix mille fois plus lent que l'air, pour favoriser ainsi sa pénétration à travers les racines de la plante.

¹ À l'Université autonome de Chapingo (Mexique).

² Au Centre de recherche scientifique du Yucatán (CICY) (Mexique).

Ce qui nous ramène aux principaux objectifs de ma thèse: quantifier les flux de CH_4 et de CO_2 émis par les racines aériennes et tiges des trois principales espèces de palétuviers au Mexique, le palétuvier rouge (*Rhizophora mangle* L.), le palétuvier noir (*Avicennia germinans* (L.) L.) et le palétuvier blanc (*Laguncularia racemosa* (L.) C.F. Gaertn.); corréler ces flux aux tissus de la plante acheminant les gaz; et comprendre leur contribution au budget carbone de l'écosystème.

Repérer le flux

Grâce au concours de l'OIBT, j'ai pu mener des travaux de terrain au cours des saisons humide et sèche dans l'état du Yucatán afin d'y évaluer les différents écotypes de mangrove. Nous avons pour cela utilisé deux chambres semi-rigides (Siegenthaler *et al.*, 2016) raccordées à un analyseur laser de GES pour enregistrer en temps réel la concentration de gaz (CH_4 , CO_2 et vapeur d'eau) et obtenir ainsi un taux ou flux (c.-à-d. le volume de gaz émis par unité spatiale et unité temporelle).

Nos résultats montrent qu'une mangrove fonctionne à la manière d'une structure qui achemine des GES depuis le sol jusqu'à l'atmosphère à travers ses racines et tiges. Toutefois, cela ne signifie pas pour autant que les arbres ne sont plus les «gentils» dans notre histoire. En revanche, cela conforte l'idée que nous avons encore beaucoup de chemin à faire avant d'en avoir percé tous les mystères. Et il nous faut également garder à l'esprit que perdre les mangroves aurait pour conséquence une multiplication dramatique des émissions (Jeffrey *et al.*, 2019).

Pour être plus concret, ces résultats nous donnent une idée de la magnitude des émissions (Salas-Rabaza *et al.*, 2023; Salas-Rabaza *et al.*). Cela peut nous servir à améliorer nos modèles de carbone à l'échelle locale afin d'obtenir des données de référence plus réalistes sur les émissions naturelles de GES et éclairer les efforts visant à atteindre les objectifs internationaux de réduction des émissions. Parallèlement, il nous faut redoubler d'efforts pour comprendre les mécanismes biophysiques qui permettent la circulation de gaz dans une plante, ainsi que les caractéristiques micro-environnementales qui en sont à l'origine.

Si le soutien de l'OIBT a certes été inestimable à cet égard, en permettant aux lauréates et lauréats de se développer au plan



Une portée internationale: le lauréat au Congrès mondial de l'IUFRO 2024 devant une infographie montrant les résultats de ses recherches qui a remporté le Prix de la meilleure affiche organisé en marge de cette manifestation d'une durée d'une semaine. Photo: Julio A. Saas-Rabaza

professionnel pour donner de la visibilité à nos travaux et ouvrir de nouvelles possibilités, ses bourses ont un retentissement qui vont bien au-delà de leur durée et de leur focalisation sur le milieu tropical.

Par exemple, une seconde bourse de l'OIBT a permis de financer mon déplacement en juin au Congrès mondial 2024 de l'Union internationale des instituts de recherche forestière (IUFRO), au cours duquel j'ai eu l'honneur de partager les résultats de mon doctorat avec des chercheurs en herbe ou confirmés du monde entier, une expérience mémorable pour moi et la première



Les racines de l'au-delà: les racines-échasses d'un palétuvier rouge (à g.) et les pneumatophores d'un palétuvier noir (à d.). Photo: Julio A. Saas-Rabaza

conférence internationale en anglais exclusivement à laquelle j'assistais. Ces résultats font également l'objet de deux articles préparés pour des revues scientifiques (voir la Bibliographie).

Aujourd'hui, je poursuis mes travaux pour comprendre le rôle des arbres dans les budgets du CH₄ et du CO₂ dans les zones humides tropicales en privilégiant l'anatomie et la physiologie des plantes. À cet égard, je suis également reconnaissant aux arbres à proprement parler, qui m'ont permis de me rendre sur ces magnifiques sites où ils ont été les seuls à pouvoir prospérer et où le réseau du vivant est si vivace: entre le sol, l'eau, la biosphère et le ciel au fil d'un échange permanent et multidirectionnel de matière et d'énergie.

Bibliographie

- Barba, J., Bradford, M.A., Brewer, P.E., Bruhn, D., Covey, K., van Haren, J., Megonigal, J., Mikkelsen, T.N., Pangala, S.R., Pihlatie, M., Poulter, B., Rivas-Ubach, A., Schadt, C.W., Terazawa, K., Warner, D.L., Zhang, Z. et Vargas, R. 2019. Methane emissions from tree stems: a new frontier in the global carbon cycle. *New Phytologist*, 222: 18-28. <https://doi.org/10.1111/nph.15582>
- Covey, K.R. and Megonigal, J.P. 2019. Methane production and emissions in trees and forests. *New Phytologist*, 222: 35-51. <https://doi.org/10.1111/nph.15624>
- Jeffrey, L., Reithmaier, G., Sippo, J., Johnston, S., Tait, D., Harada, Y. y Maher, D. 2019. Are methane emissions from mangrove stems a cryptic carbon loss pathway? Insights from a catastrophic forest mortality. *New Phytologist*, 224: 146-154. <https://doi.org/10.1111/nph.15995>
- Salas-Rabaza, J.A., Andrade, J.L., Us-Santamaría, R., Morales-Rico, P., Mayora, G., Aguirre, F.J., Fecci-Machuca, V., Gade-Palma, E.M., and Thalasso, F. 2023. Impacts of leaks and gas accumulation on closed chamber methods for measuring methane and carbon dioxide fluxes from tree stems. *Science of The Total Environment*, 904. <https://doi.org/10.1016/j.scitotenv.2023.166358>
- Salas-Rabaza, J.A., Yáñez-Espinosa, L., Cejudo-Espinosa, E., Cerón-Aguilera, S.G., Us-Santamaría, R. and Andrade J.L. Pneumatophores CO₂ effluxes decrease with increased salinity in mangrove forests of Yucatán, Mexico. *Scientific Reports* 14: 18449. <https://doi.org/10.1038/s41598-024-68822-9>.
- Siegenthaler, A., Welch, B., Pangala, S., Peacock, M. y Gauci, V. 2016. Technical Note: Semi-rigid chambers for methane gas flux measurements on tree stems. *Biogeosciences*, 13, 1197-1207. DOI: 10.5194/bg-12-16019-2015
- Yáñez-Espinosa, L., Angeles, G. 2022. Does mangrove stem bark have an internal pathway for gas flow? *Trees* 36, 361-377. <https://doi.org/10.1007/s00468-021-02210-y>

Tendances du marché

Le rebond économique qui a suivi la pandémie de Covid-19 s'est essoufflé en 2023, une année difficile pour les producteurs de bois tropicaux

Préparé à partir du Rapport de l'OIBT sur le marché des bois tropicaux et autres sources par Mike Adams

(mis@itto.int)



Les temps sont durs: 2023 a été une année difficile pour le secteur des bois tropicaux, en particulier pour les exportateurs. Photo: A. Benavides

En 2023, trois ans après le choc infligé par la pandémie de Covid-19 et les mesures prises pour la juguler, le redressement de l'économie mondiale n'était toujours pas total dans un contexte de croissance dont l'écart se creusait d'une région à l'autre. Plusieurs forces ont freiné l'activité économique, notamment les conséquences de la pandémie sur le long terme, la guerre de la Fédération de Russie en Ukraine et le morcellement géo-économique grandissant. On citera également les effets du resserrement de la politique monétaire pour réduire l'inflation ou encore la fin des mesures d'aide financière sur fond d'endettement croissant et d'événements météorologiques extrêmes.

Ce sont les États-Unis d'Amérique qui ont enregistré le rebond le plus fort, son produit intérieur brut (PIB) dépassant en 2023 son niveau antérieur à la pandémie. Si la zone euro s'est, dans une certaine mesure, relevée, sa production industrielle y est restée inférieure à son niveau d'avant la pandémie cette même année. En Chine, le ralentissement provoqué par la pandémie en 2022 et la crise du secteur de l'immobilier ont contribué à davantage ralentir le redressement qu'anticipé, ce qui a eu des répercussions majeures pour les exportateurs de bois tropicaux, en particulier les exportateurs de marchandises. En conséquence, 2023 aura été une année difficile pour le secteur des bois tropicaux.

Le marasme de l'immobilier en Chine

En 2023, la croissance économique chinoise a atteint l'objectif du gouvernement avoisinant 5%, mais un redressement plus vigoureux se faisait attendre. Les signes que la consommation en Chine s'essouffait et que le marché de l'immobilier s'effondrait ont été un sujet d'inquiétude pour le secteur du bois. L'investissement dans la promotion immobilière a enregistré sa deuxième année consécutive de recul en 2023, décrochant de 10% comparé à 2022. En outre, l'indice mensuel des prix du résidentiel neuf a chuté dans 62 des 70 grandes villes. La santé financière de nombre d'entreprises de construction s'est dégradée, d'autant plus que certaines ont été obligées de se mettre en défaut de paiement. Des projets de constructions ont été suspendus sur tout le territoire.

Le gouvernement a fait de l'achèvement des bâtiments une priorité et a pris des mesures de soutien financier pour mener à bonne fin la construction des biens qui avait été suspendue. On estime qu'environ 60% des projets de construction à l'arrêt ont été achevés en 2023. Il n'en reste pas moins que quelque 20 millions d'appartements restaient inachevés.

Importations de grumes en baisse

Les chiffres des Douanes chinoises montrent que, en 2023, les importations nationales de grumes ont atteint au total 38 millions de mètres cubes (m³), pour un chiffre de 6,4 milliards \$EU, soit un recul de 13% en volume et de 25% en valeur en années glissantes. Les importations de grumes de conifères ont chuté de 10%, à 28 millions de m³, ce qui représente 74% du total, en hausse de trois points de pourcentage comparé à 2022.

En 2023, les importations de grumes de feuillus ont décroché de 20%, à 9,9 millions de m³ (26% du total des exportations de grumes). Dans cette catégorie, les importations de grumes tropicales s'élevaient à 5,7 millions de m³ pour une valeur de

Tableau 1: Principales sources de la Chine en grumes de feuillus tropicaux, 2023

	Importations (milliers de m ³)	Évolution en année glissante (%)
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2 268	-3
Îles Salomon	1 475	3
Cameroun	439	4
République du Congo	430	1
République démocratique du Congo	145	-36
Suriname	144	16
Mozambique	112	-52
Guinée équatoriale	112	-70

Source des données: Douanes chinoises

1,5 milliard \$EU, soit 8% de moins en volume et 19% en valeur par rapport à 2022, représentant 15% du volume total national importé en 2023. La Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG) et les îles Salomon ont été les principaux fournisseurs de grumes tropicales de la Chine, représentant environ deux tiers du total de 2023. Alors que les importations depuis la PNG accusaient un recul de 3%, celles des îles Salomon progressaient à égale proportion (tableau 1).

Importations de sciages en hausse

Les Douanes chinoises ont indiqué pour 2023 des importations nationales de sciages d'un total de 27,8 millions de m³ représentant une valeur de 6,8 milliards \$EU, soit une hausse de 5% en volume contre un recul de 9% en valeur en année glissante. Dans cette catégorie, les importations de sciages de conifères ont progressé de 4%, à 18 millions de m³, pour représenter 65% du total national, un chiffre quasi identique à celui de 2022.

Les importations de sciages de feuillus ont totalisé 9,8 millions de m³ pour une valeur de 3,3 milliards \$EU, une hausse de 7% en volume, mais une baisse de 5% en valeur par rapport à 2022. Celles de sciages de feuillus tropicaux s'élevaient à 6,9 millions de m³ pour une valeur de 1,9 milliard \$EU, une augmentation de 9% en volume et de 1% en valeur en année glissante, soit 25% du total national, en hausse d'un point de pourcentage comparé à 2022.

En 2023, la Thaïlande s'est de nouveau classée au premier rang des fournisseurs de la Chine en sciages de feuillus tropicaux, sa part de marché se hissant à 65%. Les importations en provenance de Thaïlande (essentiellement des sciages de bois d'hévéa) ont totalisé 4,5 millions de m³ pour une valeur de 1,1 milliard \$EU, une augmentation de 17% en volume et de 10% en valeur en année glissante (tableau 2).

En seconde et troisième place, on trouve les Philippines et le Gabon. Les importations de sciages de feuillus tropicaux originaires de ces deux pays se sont élevées à 779 000 m³ et 538 000 m³ chacun. Si les importations depuis les Philippines ont augmenté de 19%, celles du Gabon ont en revanche diminué de 11%.

Ces grands producteurs ont à eux trois alimenté 84% des besoins chinois en sciages de feuillus tropicaux cette année-là.

Stagnation en Europe

Dans l'Union européenne (UE), le redressement de l'économie se faisait toujours attendre à la fin de 2023, prolongeant ainsi la stagnation du continent d'une année supplémentaire. La croissance nulle enregistrée pour la période d'octobre à décembre 2023 a fait suite à la contraction des trois mois précédents. Les 20 pays où l'euro a cours n'ont enregistré aucune croissance significative depuis le troisième trimestre de 2022, lorsque les prix de l'essence s'étaient envolés et que la Banque centrale européenne avait relevé ses taux d'intérêt. La situation s'est aggravée lorsque les perturbations du transport maritime en mer Rouge ont eu pour effet de contracter le commerce mondial et de pousser à la hausse les coûts du fret, ajoutant à la pression inflationniste.

Tableau 2: Principales sources des importations chinoises de sciages de feuillus tropicaux, 2023

	Importations (milliers de m ³)	Évolution en année glissante (%)
Thaïlande	4 497	17%
Philippines	779	19%
Gabon	538	-11%
Myanmar	218	119%
Viet Nam	165	145%
Cameroun	126	-19%
Malaisie	108	-8%
Indonésie	95	-5%
Papouasie-Nouvelle-Guinée	62	7%
République démocratique populaire lao	56	-22%

Source des données: Douanes chinoises



Empilements sur fond de ralentissement? Des piles de sciages dans le parc d'une usine à Shanghai. Photo: Li Qiang/OIBT

Selon la Commission européenne, «vers la fin de 2022, l'expansion économique s'est brusquement arrêtée et l'activité stagne depuis dans un contexte de chute du pouvoir d'achat résidentiel, d'effondrement de la demande externe, de resserrement monétaire à marche forcée et de retrait partiel des mesures de soutien financier»¹

L'activité dans la construction

Les taux d'intérêt élevés et la flambée des coûts de construction ont radicalement réduit la demande en logements neufs en 2023 dans l'UE. L'accent mis sur la durabilité a évité l'effondrement des volumes de construction, mais les rapports indiquent qu'un recul marqué pourrait commencer à apparaître en 2024.

Les fabricants de matériaux de construction en bois, de ciment, de briques et de béton en tête de la chaîne de valeur ont connu une baisse de la demande. Les reculs les plus marqués ont été observés aux Pays-Bas (-19,5%) et en Allemagne (-15,6%). La baisse des permis de construire, de la confiance et de la demande a également signalé une production en recul dans le secteur de la construction durant le second semestre 2023.

Chute des importations

En 2023, l'UE a importé 1,59 million de tonnes de bois et meubles en bois tropicaux pour une valeur totale de 3,18 milliards \$EU, soit 18% et 27% de moins chacun que l'année précédente. Cela a marqué un retour au niveau historiquement bas d'avant la pandémie.

L'UE a importé 91 500 m³ de grumes tropicales pour une valeur totale de 58 millions \$EU en 2023, soit 23% et 10% de moins respectivement qu'en 2022. Il s'agissait d'un recul généralisé tous pays fournisseurs confondus, y compris la République du Congo (-8%), la République centrafricaine (-36%), le Cameroun (-12%), le Libéria (-61%), le Guyana (-25%) et le Paraguay (-56%).

En 2023, l'UE a importé 848 000 m³ de sciages tropicaux, 16% de moins que l'année précédente. La valeur de ce produit à l'import s'élevait à 782 millions \$EU cette même année, 14% de moins qu'en 2022. Les importations ont reculé depuis quasiment tous les pays fournisseurs.

En 2023, les importations de contreplaqués originaires de pays tropicaux ont totalisé 267 600 m³ pour une valeur de 197 millions \$EU, soit 10% et 14% de moins chacun que l'année précédente. En revanche, les importations ont augmenté en provenance de Chine (+7%), du Brésil (+9%) et du Paraguay (+3%). Les importations depuis les autres pays fournisseurs tropicaux ont régressé, y compris depuis l'Indonésie (-5%), le Gabon (-13%), le Maroc (-31%), le Viet Nam (-42%) et l'Inde (-44%).

¹ https://economy-finance.ec.europa.eu/system/files/2024-02/ip268_en_0.pdf



Des importations en chute: des meubles d'extérieur en bois tropical attendent d'être vendus. Photo: AIDER

En 2023, l'UE a importé 265 600 tonnes de meubles en bois depuis des pays tropicaux pour une valeur totale de 1 124 millions \$EU, soit une baisse de 24% et 35% respectivement, comparé à l'année précédente. Les valeurs à l'import ont diminué chez tous les principaux pays fournisseurs tropicaux (tableau 3).

Le Japon et les déboires de sa devise

En 2023, le PIB du Japon a augmenté d'à peine plus de 1% et le taux de chômage y était très bas. Néanmoins, les faibles hausses de salaire maintenues en deçà du rythme de l'inflation ont sapé la confiance du consommateur et ses dépenses. La dépréciation constante du taux de change du yen a renchéri le coût des importations, gonflé la dette publique et accru les incertitudes quant à la pérennité des mesures fiscales adoptées par la Banque du Japon.

Sur le marché du Japon de la construction résidentielle, la croissance a continué de faiblir tout au long de 2023. Après avoir augmenté en 2021 et 2022, les mises en chantier de logements ont au Japon chuté d'environ 5% en 2023 en année glissante.

L'un des problèmes majeurs de ce pays tient à sa décroissance démographique. Le Japon est projeté perdre un tiers de sa population au cours des 50 prochaines années. Ce déclin se traduit d'ores et déjà par un surplus de logements, le nombre de maisons vacantes étant estimé à 9 millions.

Le volume total de bois tropical, nord-américain, russe, néo-zélandais, chilien et européen importé au Japon en 2023 avoisinait 5 550 000 m³, un niveau très proche de celui de 1960. Les importations 2023 de produits bois nord-américains ont diminué de 20% comparé à 2022 et celles de produits bois européens de 37% comparé à l'année précédente. On enregistre en 2023 un recul marqué du volume de contreplaqués importés (provenant principalement d'Indonésie et de Malaisie) et de bois structuraux stratifiés.

Tableau 3: Importations par l'UE de meubles en bois tropical, 2023

	Importations (milliers de \$EU)	Évolution en année glissante (%)
Viet Nam	445	-38
Indonésie	334	-35
Inde	227	-30
Malaisie	79	-36
Thaïlande	19	-32
Philippines	8	-20
Mexique	5	-17
Autre	7	-13
Total	1 124	-35

Source des données: Eurostat

La croissance américaine laisse de côté les logements

L'économie américaine a progressé d'un impressionnant 3,1% en 2023, éliminant ainsi les craintes d'une récession et présentant un tableau optimiste de la confiance du consommateur et des entreprises alors que la Réserve fédérale a réussi à juguler l'inflation et à piloter l'économie vers un «atterrissage en douceur».

Les dépenses des consommateurs ont été un moteur important de la croissance économique, dopée par un marché de l'emploi dynamique et la hausse des salaires. Des dépenses publiques en hausse ainsi que des exportations en augmentation et des investissements accrus dans le privé et le résidentiel ont également relevé le PIB.

Malgré cette conjoncture économique globalement favorable, l'Association nationale des promoteurs immobiliers a indiqué que les ventes de logements s'étaient élevées à 4,09 millions en 2023, un recul de 19% comparé à 2022. Il s'agissait de l'année la plus faible pour les ventes de logements depuis 1995 et la plus importante baisse annuelle depuis 2007. En 2023, les mises en chantier de logements ont chuté de 7%, à 223 513 unités, par rapport à l'année précédente, un infléchissement que l'agence fédérale du logement a imputée à un décrochage marqué des maisons individuelles.

Chute des bois de feuillus

Les importations américaines de sciages de feuillus tropicaux ont chuté, d'environ 275 000 m³ en 2022 à moins de 194 000 m³ en 2023, soit un recul d'environ 30% (tableau 4). Les importations de sapelli et d'ipé, qui se situaient toutes deux à plus de 41 000 m³ en 2022, ont chuté de 22% et 47% chacune. Quant à celles d'acajou d'Afrique, de virola, meranti, jatoba, teck, iroko et padouk, elles étaient toutes en baisse de plus de 40%.

En 2023, l'Indonésie a supplanté le Viet Nam pour devenir le premier fournisseur de contreplaqués de feuillus des États-Unis, ce malgré une chute de 37% en volume, alors que les importations en provenance du Viet Nam chutaient de 49% sur l'année. Globalement parlant, les importations étaient en baisse de 25% en 2023, les volumes en provenance de Malaisie, Chine et Fédération de Russie étant tous divisés au moins par deux (tableau 5).

La valeur des importations américaines de meubles en bois a diminué de 22%, passant de plus de 25,3 milliards en 2022 à 19,8 milliards \$EU en 2023. Les importations auprès des principaux fournisseurs que sont la Chine et le Viet Nam, ont reculé de 21% et 28% chacun et celles originaires de la plupart des autres pays ont aussi enregistré des reculs du même ordre (tableau 6).

Tableau 4: Importations américaines de sciages de feuillus tropicaux, 2023

	Importations (milliers de m ³)	Évolution en année glissante (%)
Brésil	43 851	-35
Indonésie	29 834	-51
Malaisie	26 442	-13
Cameroun	19 975	-43
République du Congo	16 554	-19
Ghana	7 274	4
Équateur	6 656	8,5
Côte d'Ivoire	1 944	-55
Pérou	943	-57
Autre	40 094	3
Total	193 567	-30

Source des données: Département américain des statistiques sur l'agriculture et le commerce extérieur

Tableau 5: Importations américaines de contreplaqués de feuillus, 2023

	Importations (milliers de m ³)	Évolution en année glissante (%)
Indonésie	584 579	-37
Viet Nam	505 570	-49
Fédération de Russie	188 947	-50
Équateur	138 479	-4
Cambodge	125 981	-18
Malaisie	64 658	-67
Chine	45 984	-53
Autre	1 094 232	43
Total	2 748 430	-25

Source des données: Département américain des statistiques sur l'agriculture et le commerce extérieur

Tableau 6: Importations américaines de meubles en bois, 2023

	Importations (milliers de \$EU)	Évolution en année glissante (%)
Viet Nam	7 338 255	-21
Chine	3 266 129	-28
Mexique	1 687 416	-20
Canada	1 646 380	0
Malaisie	1 014 998	-37
Indonésie	825 430	-32
Inde	439 009	-21
Autre	4 045 556	-19
Total	19 824 164	-22

Source des données: Département américain des statistiques sur l'agriculture et le commerce extérieur

Viet Nam: chute des importations africaines

Aujourd'hui l'un des plus grands producteurs de bois et produits dérivés, le Viet Nam occupe la cinquième place mondiale, la deuxième en Asie, et la première en Asie du Sud-Est au sein des exportateurs de produits bois.

Au plan intérieur, la filière puise sa matière première dans les 3,69 millions d'hectares de plantations de production ainsi que d'autres sources. En revanche, pour près de 70%, l'offre en bois local se compose de grumes de petit diamètre qui servent à fabriquer des copeaux, des panneaux reconstitués et des granulés.

Les matériaux bois importés comprennent des sciages, grumes et placages expédiés depuis l'UE, les États-Unis, la Chine et l'Afrique. Les sciages, qui en constituent la première catégorie, représentaient en 2023 environ 45% de l'ensemble des importations, suivis des bois ronds (27,7%) et des placages (12%).

Au cours des 11 premiers mois de 2023, les importations de sciages et grumes depuis l'Afrique se sont élevées à 675 040 m³, soit 43% de moins en volume comparé à la même période en 2022. En 2023, les importations de sciages et grumes du Cameroun ont atteint 391 480 m³, une baisse de 29,5%. Les importations en provenance de l'Angola étaient de 49 530 m³, en recul de 13,3% (tableau 7). Le tali est resté en tête des sciages importés d'Afrique avec 154 040 m³, un volume toutefois en baisse de 12% en année glissante.

Dans leur majeure partie, les bois tropicaux importés sont destinés au marché intérieur, qui a enregistré en 2023 un recul de la consommation locale de bois, essentiellement dû au repli du secteur de l'immobilier. Au cours des dernières années, le Viet Nam a durci son contrôle sur les importations de feuillus tropicaux afin d'en assurer la légalité, ce qui aura un effet sur le volume de bois tropicaux importés dans les années à venir.

Des perspectives moroses

Selon les projections de la Banque mondiale, la croissance mondiale devrait ralentir à 2,4% en 2024, troisième année consécutive de décélération et conséquence du resserrement des politiques monétaires visant à juguler l'inflation, des conditions restrictives du crédit et du commerce, sans oublier des investissements anémiques à l'échelle du globe.



Entassés: l'entrepôt d'une usine de travail du bois au Viet Nam.
Photo: T. Yanuariadi/OIBT

Tableau 7: Principales sources des importations vietnamiennes depuis l'Afrique, 2023

	Sciages et grumes (milliers de m ³)	Évolution en année glissante (%)
Cameroun	391 480	-30
Angola	49 534	-13
Afrique du Sud	42 214	-45
République démocratique du Congo	37 717	-60
Nigéria	29 209	-83
Ghana	14 227	-36
Gabon	28 472	-56
Namibie	13 198	-14
Guinée équatoriale	10 757	-65
Sierra Leone	10 295	127
Mozambique	8 568	-36
Kenya	6 940	-68
Côte d'Ivoire	2 362	30
Tanzanie	239	-69

Source des données: Douanes vietnamiennes

Les perspectives de court terme divergent, avec une croissance atténuée dans les principales économies parallèlement à une amélioration des conditions sur les marchés émergents et dans les économies en développement (MEED), dont les fondamentaux sont solides. Dans l'intérêt, compte tenu de leur contexte de dette et de coûts de financement à un niveau élevé, les perspectives pour les MEED présentant de fortes vulnérabilités restent précaires. Les risques défavorables continuent de planer sur les perspectives. Le récent conflit au Moyen-Orient, qui vient s'ajouter à l'invasion de l'Ukraine par la Fédération de Russie, ne fait qu'aggraver les risques géopolitiques.

L'investissement est le moteur de la croissance économique, contribue à faire reculer la pauvreté et est indispensable pour s'attaquer au changement climatique et atteindre d'autres objectifs de développement cruciaux. La Banque mondiale indique que «si des mesures supplémentaires ne sont pas prises, il est probable que la croissance des investissements dans ces économies restera mitigée pour le reste de la décennie.²»

² www.worldbank.org/en/publication/global-economic-prospects

Forum mondial sur le bois légal et durable 2024

Les récents développements montrent que les différentes parties prenantes à la filière du bois, dont producteurs de bois, acheteurs, industrie de transformation et acteurs du marché aux niveaux national et international, doivent intensifier leur collaboration. En effet, la filière doit traiter les problèmes qui ont résulté de la pandémie de Covid-19 au niveau des chaînes d'approvisionnement mondiales du bois et autres incertitudes tandis qu'elle doit aussi combler l'écart grandissant entre l'offre et la demande en produits bois. Enfin, dans l'optique de mettre en place une plateforme collaborative pérenne visant à favoriser des chaînes d'approvisionnement en bois légal et durable, il est également essentiel de maintenir et d'améliorer la collaboration ainsi que les échanges de vues et d'informations au sein des acteurs de la filière du bois à travers le monde. Dans le cadre du Programme relatif aux chaînes d'approvisionnement légales et durables (Programme relatif aux LSSC) de l'OIBT, l'OIBT et l'Institut de promotion du commerce et de l'investissement de Macao (IPIM) sont devenus partenaires suite à l'Accord-cadre de collaboration qu'ils ont conclu en vue de coorganiser le Forum mondial sur le bois légal et durable, ce aux fins d'accélérer la mise en place de chaînes d'approvisionnement en produits forestiers de source légale et durable.

L'édition inaugurale du GLSTF a été organisée en novembre 2023 dans la R.A.S. de Macao par l'OIBT et l'IPIM en collaboration avec l'Initiative relative aux chaînes d'approvisionnement mondiales vertes (l'Initiative relative aux GGSC). Dans le cadre de ce partenariat, le GLSTF 2023 a ainsi été le premier forum international axé sur les mesures à envisager en vue d'améliorer le caractère légal et durable des chaînes d'approvisionnement en bois tropicaux. Cet événement décisif a rassemblé près de 700 participants issus de 36 pays. L'édition 2024 du GLSTF se tiendra en septembre prochain.

Objectifs

Le GLSTF 2024 vise à intensifier le réseautage, la collaboration et les échanges interentreprises entre les acteurs de la filière du bois avec pour objectifs de: favoriser la gestion durable des forêts, mettre en place des chaînes d'approvisionnement en produits bois de source légale et durable, faciliter l'emploi de produits bois légaux et durables et le commerce associé au sein d'un environnement commercial stable, transparent et prévisible, ce tout en contribuant au développement durable et à l'atténuation du changement climatique.

Dates et lieu

Le GLSTF se tiendra les 11 et 12 septembre 2024 au MGM COTAI Resort, R.A.S. de Macao (Chine).

Co-hôtes et organisateur

Le Forum sera conjointement accueilli par l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) et l'Institut de promotion du commerce et de l'investissement de Macao (IPIM) et organisé par le Secrétariat de l'Initiative relative aux GGSC. Les forums subsidiaires spécialisés seront conjointement organisés par des organismes partenaires ainsi que par l'OIBT, l'IPIM ou encore le Secrétariat de l'Initiative relative aux GGSC.

Structure du Forum

À l'instar de la première édition, le GLSTF 2024 sera articulé en deux volets:

- 1) Le Forum mondial sur le bois légal et durable (le principal forum); et
- 2) Quatre forums subsidiaires spécialisés.

Thème et sujets

Le GLSTF 2024 aura pour thème: «Ensemble vers des chaînes d'approvisionnement mondiales en bois fiables et efficaces».

Dans le cadre du forum principal seront abordés divers sujets se rapportant à une offre fiable et stable en stocks de bois, à la confiance et à l'efficacité tout au long des chaînes d'approvisionnement en bois et aux perspectives d'une revitalisation des chaînes d'approvisionnement mondiales.

Pour alimenter le thème du Forum principal, des forums subsidiaires spécialisés seront organisés par des organismes partenaires. Ces contributions pourront porter sur des thèmes choisis en lien avec la légalité et la durabilité du bois; les ressources en bois de source durable ainsi que les marchés et le commerce associés; les technologies et l'équipement de pointe pour la transformation du bois; et la finance verte ainsi que les mesures incitatives innovantes.

Exposition sur la filière du bois légal et durable

En marge du GLSTF 2024 sera organisée une exposition sur la filière du bois légal et durable qui réunira une trentaine de stands.

Autres manifestations et activités

Les résultats obtenus dans le cadre de l'Indice mondial du bois (le GTI) et du Système de traçabilité du bois basé sur des chaînes de blocs (le BTTS) seront dévoilés lors de ce GLSTF 2024. Pourront également être organisées selon les besoins d'autres activités et manifestations parallèles se rapportant aux entreprises, telles que des rencontres de jumelage d'entreprises.

Participants

Le GLSTF 2024 devrait attirer environ 700 participants issus d'entreprises du bois et de sociétés de commerce, d'associations de la filière et d'entreprises, des pouvoirs publics, d'organisations internationales, d'instituts de recherche, etc.

Langues

Un service d'interprétation simultanée en anglais, chinois (mandarin), espagnol, français et portugais sera assuré durant le GLSTF 2024.

Inscriptions et renseignements complémentaires

Pour s'inscrire au GLSTF 2024, consultez: <https://en.glstf.net/reg/reg-step1-en.php>

Pour en savoir plus sur le Forum, y compris son ordre du jour ainsi que les modalités d'hébergement et de voyage au lieu, consultez: <https://en.glstf.net/>

Il est également possible de s'adresser à: M. Li Qiang (OIBT) li@itto.int; M. Steve CHAN (IPIM) pcel@ipim.gov.mo; ou à M^{me} Gao Xuting (Secrétariat des chaînes d'approvisionnement mondiales vertes (GGSC) gaoxuting@itto-ggsc.org

Quoi de neuf sous les tropiques?

L'OIBT participe au Congrès mondial de l'IUFRO 2024

L'OIBT a pris une part active à l'édition 2024 du Congrès mondial de l'Union internationale des instituts de recherche forestière (IUFRO), qui s'est tenu à Stockholm (Suède) la dernière semaine de juin.

Des responsables de l'Organisation ont pris part aux séances et manifestations portant sur divers sujets, notamment: intensification des échanges entre les sciences forestières et les entreprises; innovation pour optimiser la contribution des forêts tropicales au développement durable; perspectives d'emplois verts dans le secteur forestier durable; et gestion durable des teckeraies et chaînes d'approvisionnement en bois de teck et commerce associé.

L'OIBT avait également son stand à cette manifestation.

Pour en savoir plus sur les activités de l'OIBT au Congrès, consultez les articles suivants sur: https://www.ito.int/fr/top_stories/

- Plus d'investissements: la clé pour renforcer les liens entre sciences forestières et entreprises
- L'innovation enrichit la contribution de la foresterie tropicale au développement durable du globe
- À l'ère durable, les nouveaux modèles de formation et d'activité créent des emplois forestiers verts
- Congrès de l'IUFRO: focus sur la dynamique du teck durable soutenue par l'OIBT

On pourra également visionner un entretien avec Tetra Yanuariadi, Chef de projets à l'OIBT, sur le thème «Amplifier les échanges entre les sciences forestières et les entreprises» sur IUFRO TV: <https://youtu.be/bz3DOYWcuko> (en anglais)

Raid de la police brésilienne sur les projets de crédit carbone en Amazonie

La police brésilienne a arrêté plusieurs individus et saisi des actifs liés à certains des plus gros projets de crédit carbone du pays, rapporte *Mongabay*. Le groupe en question est soupçonné d'être impliqué dans des crimes d'accaparement de terres et de blanchiment de bois en Amazonie depuis plus d'une décennie et d'avoir gagné 34 millions \$EU de la vente de crédits carbone «pourris».

Mongabay, qui a publié une enquête sur les projets REDD+ en mai, indique que les autorités et spécialistes espèrent que ces révélations déboucheront sur le durcissement de la réglementation relative au marché brésilien du carbone. Parmi les acheteurs de crédits issus des projets faisant l'objet d'investigations figurent Toshiba, Spotify et Boeing.

Pour lire l'article intégral en anglais: <https://news.mongabay.com/2024/06/brazilianinvestigators-raid-amazon-carbon-credit-projects-exposed-by-mongabay/>

L'OIBT va réviser ses lignes directrices sur la gestion des incendies

Afin de répondre au risque grandissant d'incendies qui résulte des pressions du changement climatique et des affectations des terres, l'OIBT travaille sur la mise à jour de ses lignes directrices relatives à la gestion des incendies de forêt tropicale. Cette révision sera le fruit d'un effort de collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et autres partenaires en vue de favoriser la gestion intégrée des incendies.

Dans un communiqué publié lors d'une réunion de la FAO en mai, l'OIBT a mis en avant sa détermination à investir dans le renforcement des capacités en gestion des incendies chez ses membres et à l'accompagner. Elle a également mis en exergue son engagement à assurer l'efficacité du Centre mondial de gestion des incendies, qui aide communautés et pays à mettre en œuvre une gestion intégrée des incendies.

Lire l'article intégral: https://www.ito.int/fr/news/2024/05/31/ito_to_revise_fire_management_guidelines_executive_director_tells_fire_hub_meeting/

La disparition de la forêt tropicale en recul en 2023

Si la disparition de la forêt tropicale s'est atténuée l'année passée, d'autres indicateurs montrent toutefois que, à travers le globe, les terres boisées font toujours l'objet d'une pression considérable, rapporte l'agence de presse Reuters, citant une analyse du projet de suivi *Global Forest Watch*.

Dans les régions tropicales, comparé à 2022, les pertes en forêt primaire ont en effet diminué de 9% en 2023, mais représentaient encore environ 37 000 km², une surface quasiment équivalente à celle de la Suisse.

Au Brésil et en Colombie, où les nouveaux dirigeants politiques ont renforcé les politiques de conservation, cet infléchissement a été en grande partie annulé par des pertes plus importantes dans d'autres pays, dont la Bolivie. La déforestation a donc globalement augmenté de 3,2% en 2023.

Lire l'article intégral en anglais: www.reuters.com/world/tropical-forest-loss-eased-2023-threats-remain-analysis-shows-2024-04-04/

Les États-Unis appellent l'UE à reporter sa nouvelle réglementation sur la déforestation

Le gouvernement américain a rejoint le concert des appels grandissants à ce que la Commission européenne reporte l'entrée en application du nouveau Règlement sur la déforestation de l'Union européenne (le RDUE).

Dans une lettre adressée en mai à la Commission, de hauts fonctionnaires américains ont indiqué que «les difficultés pour les producteurs américains à s'y conformer étaient significatives», sachant que le RDUE, qui s'applique à toute une série de produits, dont l'huile de palme et le bœuf ainsi que le bois, doit entrer en vigueur le 30 décembre 2024, ont rapporté *Argus Media* et d'autres organes de presse.

Les préoccupations américaines concernent principalement les mécanismes d'information exigeant des producteurs qu'ils soumettent des documents de diligence raisonnée; les orientations sur le système de traçabilité; la désignation d'autorités nationales responsables au niveau de l'UE; et la classification des pays en catégories de risque.

Un porte-parole de la Commission a observé qu'elle «travaillait d'arrache-pied pour veiller à ce que les conditions permettent une mise en œuvre harmonieuse de la législation» tout en continuant de «suivre ce dossier en permanence».

Les pays producteurs de bois tropicaux, les organisations européennes du commerce et les législateurs de plusieurs États membres de l'Union européenne auraient aussi appelé à ce que le RDUE soit reporté ou bien révisé.

Lire l'article intégral en page 24 du numéro du 16-30 juin 2024 du Rapport de l'OIBT sur le marché des bois tropicaux (en anglais): www.ito.int/direct/topics/topics_pdf_download/topics_id=7904&no=1

Des braconniers pourraient avoir décimé un tiers des rhinocéros de Java

Une enquête sur le braconnage de rhinocéros sur l'île indonésienne de Java indique que, sur une population totale de 70, quelque 26 de ces animaux en danger critique d'extinction pourraient avoir été tués par des braconniers depuis 2019, a rapporté *Mongabay*.

En Indonésie, la police a en effet arrêté 13 membres présumés appartenir à deux gangs responsables du braconnage de masse dans le Parc national d'Ujung Kulon, l'ultime refuge des rhinocéros de Java. Deux autres hommes, accusés du trafic de leur corne, ont révélé qu'elles étaient destinées à la Chine, dont au moins deux ressortissants susceptibles d'être impliqués ont été identifiés par les autorités, précise l'article.

Lire l'article intégral en anglais sur: <https://news.mongabay.com/2024/05/poachersclaim-to-have-killed-one-third-of-all-javan-rhinos-indonesian-police-say/>

Parutions récentes



OIBT et GGSC. 2024. GTI-Woodbased Panel (GTI-WBP) Report. Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT). Yokohama, Japon.

OIBT et GGSC. 2024. GTI-Producers Report. Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT). Yokohama, Japon.

Disponible en anglais sur: www.itto.int/fr/gti/

L'Indice mondial du bois (GTI), qui suit la performance du secteur du bois dans sept pays pilotes, vient de créer des indices mensuels spécialisés assortis chacun d'un rapport afin d'élargir la portée et le niveau de détail de l'initiative du GTI à laquelle l'OIBT apporte son concours. L'un est dédié aux panneaux dérivés du bois – le *GTI-WBT Report* – et l'autre à la production de bois – le *GTI-Producers Report* –.

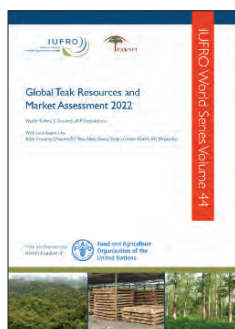


D'Annunzio, R., O'Brien, V., Arnell, A., Neeff, T., Fontanarosa, R., Valbuena Perez, P., Shapiro, A.C., Sanchez- Paus D.az, A., Merle, C., Vega, J. et Fox, J. 2024. Towards a digital public infrastructure for deforestation related trade regulations - What is in that plot? (Whisp) solution to implement convergence of evidence.

Rome, FAO.

Disponible en anglais sur: <https://openknowledge.fao.org/items/e9284dc7-4b19-4f9c-b3e1-e6c142585865>

Cette publication examine comment l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pilote le développement d'une infrastructure publique numérique pré-concurrentielle afin de favoriser la conformité aux aspects de la réglementation du commerce se rapportant au suivi des forêts. Il s'agit d'un effort collaboratif entre des partenaires et programmes tels que l'Initiative de l'équipe Europe de l'Union européenne (TEI), l'Accélération du suivi innovant du Programme des forêts (AIM4Forests) et le Partenariat sur les données forestières (FDaP) qui travaille avec la Fondation AgStack. Cet effort commun vise à accompagner les petits exploitants en leur ouvrant un accès permanent aux marchés réglementés grâce à des solutions en accès libre conçues pour combler des fractures numériques d'importance cruciale.



Kollert, W., Sandeep, S. et Sreelakshmy, M.P. 2024. Global Teak Resources and Market Assessment 2022. IUFRO World Series Vol. 44. Union internationale des instituts de recherche forestière (IUFRO). Vienne, Autriche.

ISBN: 978-3-903345-27-0

Disponible en anglais sur: www.iufro.org/science/special/spdc/netw/gtr/

Ce bilan actualisé des ressources en teck et de ses marchés a été préparé avec le concours du

réseau de scientifiques de l'Union internationale des instituts de recherche forestière (IUFRO) ainsi que du réseau d'information sur le teck TEAKNET. Il montre que, depuis une évaluation similaire menée en 2010, la surface de teckeraies naturelles ou plantées et la récolte de grumes de teck ont augmenté, et que la part du teck au sein du marché mondial du bois est en plein essor. Il s'agit d'un ouvrage de référence essentiel et sans parallèle pour évaluer la situation et les tendances dans les pays concernés, qui sont en outre explorées plus en détail dans les profils des principaux pays producteurs de teck en Afrique, Asie et Amérique latine.

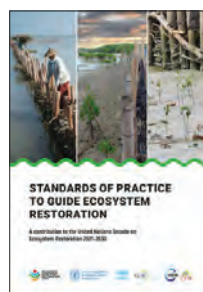


Kleinschmit, D., Wildburger, C., Grima, N. et Fisher, B. (eds.). 2024. International Forest Governance: A Critical Review of Trends, Drawbacks, and New Approaches. IUFRO World Series Volume 43. Vienne, Autriche.

ISBN: 978-3-903345-25-6

Disponible en anglais sur: www.iufro.org/fileadmin/material/publications/iufro-series/ws43.pdf

Cette publication revisite un rapport de l'IUFRO de 2010 sur le régime forestier international. Depuis, la gouvernance des forêts s'est complexifiée comme en témoignent les nouveaux programmes et arrangements élaborés sous tous azimuts, ce qui est source de flou au niveau des interactions, synergies et arbitrages. Les discussions et négociations de niveau mondial sur les forêts continuent d'avoir des répercussions sur ces dernières et les moyens d'existence des populations, ce qui demande que l'on procède à un examen scientifique rigoureux de la situation actuelle de gouvernance internationale des forêts. Ce rapport révisé offre un point sur les évolutions de la gouvernance, un panorama des financements forestiers, une analyse des débats en cours et un examen des différents formats de gouvernance, notamment leurs déficiences et alternatives.



Nelson, C.R., Hallett, J.G., Romero Montoya, A.E., Andrade, A., Besacier, C., Boerger, V., Bouazza, K., et al. 2024. Standards of practice to guide ecosystem restoration – A contribution to the United Nations Decade on Ecosystem Restoration 2021–2030. Rome, FAO, Washington, DC, SER et Gland, Suisse, UICN-CEM.

ISBN: 978-92-5-138471-8

Disponible en anglais sur: www.cifor-icraf.org/knowledge/publication/9084/

La Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes 2021-2030 vise à prévenir, arrêter et inverser la dégradation des écosystèmes et à rétablir l'intégrité de la biodiversité et des écosystèmes; à renforcer la santé et le bien-être de l'humain, y compris la fourniture pérenne de biens et services écosystémiques; et à atténuer le changement climatique. Pour forger une vision commune de la restauration des écosystèmes, les partenaires de la Décennie de Nations Unies, dans le cadre d'un processus consultatif, ont publié dix principes dont le but est de réaliser le plus haut niveau de reconstitution possible à travers des projets de restauration. Pour faciliter leur application et optimiser ainsi les résultats d'une intervention de restauration au bénéfice de la nature et des populations, ces normes de pratique pour orienter la restauration des écosystèmes formulent des recommandations capitales applicables à tout projet de restauration, toutes phases et tous types confondus.



CEE-ONU, FAO. 2024. Reporting on forest damages and disturbances in the UNECE region. Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU), Genève, Suisse.

ISBN: 978-92-1-003015-1

Disponible en anglais sur: https://unece.org/sites/default/files/2024-05/ECE_TIM_SP_57E_2326208WEB_0.pdf

Cette publication s'intéresse à la fréquence et à la gravité grandissante des incendies de végétation,

tempêtes et attaques de nuisibles qui menacent de plus en plus les forêts du globe dû à l'accélération des effets du changement climatique et des conséquences des activités humaines. Si les perturbations des forêts ont toujours été un sujet de préoccupation, en raison des rôles critiques qu'elles jouent au titre de puits de carbone et de réserves de biodiversité, la nécessité s'est imposée ces dernières décennies de pouvoir disposer d'un suivi et de rapports précis sur leurs dommages. La Commission économique des Nations Unies pour l'Europe et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ont donc collaboré à la préparation de cet ouvrage, pour souligner l'importance d'adopter des méthodologies harmonisées et des technologies avancées telles que la télédétection, l'intelligence artificielle et l'apprentissage artificiel s'agissant d'évaluer les dommages aux forêts.

Réunions de l'OIBT

11-12 septembre 2024

**Forum mondial sur le bois légal et durable 2024
«Ensemble vers des chaînes d'approvisionnement mondiales en bois fiables et efficaces»**

R.A.S. de Macao (Chine)

Le Forum vise à intensifier le réseautage, la collaboration et les échanges interentreprises entre les acteurs de la filière du bois – à savoir producteurs, acheteurs, industrie de transformation et acteurs du marché – avec pour objectifs de: renforcer le soutien en faveur de la gestion durable des forêts; et recourir à des chaînes d'approvisionnement en produits bois de source légale et durable en vue de faciliter l'emploi de produits bois de source légale et durable et le commerce associé au sein d'un environnement commercial stable, transparent et prévisible, ce tout en contribuant au développement durable et à l'atténuation du changement climatique. Voir l'annonce complète en [page 25](#).

Info.: www.ito.int/fr/events/2024/09/12/global_legal_and_sustainable_timber_forum_2024/

1-6 décembre 2024

60^e session du Conseil international des bois tropicaux et sessions associées des Comités

Yokohama (Japon)

Le Conseil international des bois tropicaux est l'organe directeur de l'Organisation internationale des bois tropicaux. Il se réunit une fois par an pour discuter d'un ordre du jour très divers dont l'objectif est de promouvoir la gestion durable des forêts tropicales et le commerce de bois tropicaux obtenus suivant des pratiques durables. Les sessions du Conseil sont ouvertes aux délégués officiels ainsi qu'aux observateurs accrédités.

Info.: www.ito.int/fr/events/2024/12/06/60th_session_of_the_international_tropical_timber_council_and_sessions_of_the_associated_committees/

17-20 septembre 2025

5^e Conférence mondiale sur le teck: «Développement durable du secteur mondial du teck – S'adapter aux futurs marchés et environnements»

Cochin (Inde)

Organisée par l'OIBT et le Réseau international d'information sur le teck (TEAKNET), l'Institut de recherche forestière du Kerala, l'Union internationale des instituts de recherche forestière (IUFRO) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), cette conférence réunira des chercheurs, étudiants, entrepreneurs et professionnels du secteur forestier pour créer des réseaux et partager des connaissances, notamment sur les derniers développements technologiques et tendances du marché dans ce secteur. La cinquième édition sera articulée autour du thème «Développement durable du secteur mondial du teck – S'adapter aux futurs marchés et environnements».

Info.: www.worldteakconference2025.com

Autres réunions

6-7 septembre 2024

Forum sur le futur des forêts 2024

Blankenburg (Allemagne)

Info.: www.futureforest.de/en/home

8-13 septembre 2024

11^e réunion du Groupe de travail 7.02.09 de l'IUFRO: «Phytophthora dans les forêts et les écosystèmes naturels»

Paihia (Nouvelle-Zélande)

Info.: www.scienceevents.co.nz/iufro2024

10-14 September 2024

10^e Conférence régionale Pacifique sur l'anatomie du bois (10^e PRWAC)

Asahikawa (Japon)

Info.: www.prwac2024.org/

17-21 septembre 2024

23^e Colloque international sur les tests et évaluations non destructeurs du bois

São Paulo (Brésil)

Info.: www.ndtesymposium.org/

18-20 septembre 2024

FORESTRISE 2024

Tokyo (Japon)

Info.: www.forestrise.jp/2024/index_e.html

20-23 septembre 2024

Sommet de l'avenir (Nations Unies)

New York (États-Unis d'Amérique)

Info.: <https://www.un.org/fr/summit-of-the-future>

7-8 octobre 2024

Conférence de Hambourg sur la durabilité

Hambourg (Allemagne)

Info.: www.sustainabilityconference.org/en/

16-17 octobre 2024

EGURTEK 2024: Forum international de l'architecture et de la construction en bois

Bilbao (Espagne)

Info.: <https://egurtek.bilbaoexhibitioncentre.com/en/>

21 octobre-

1^{er} novembre 2024

Seizième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (COP16 de la CDB)

Cali (Colombie)

Info.: www.cbd.int/conferences/2024

11-22 novembre 2024

Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques 2024 (COP29 de la CCNUCC)

Baku (Azerbaïdjan)

Info.: <https://unfccc.int/cop29>

20-21 et

26-27 novembre 2024

ForestTECH 2024

Rotorua (Nouvelle-Zélande)/en

ligne; Melbourne (Australie)

Info.: <https://innovatek.co.nz/event/foresttech-2024/>

2-13 décembre 2024

Seizième session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (COP16 de la CNULD)

Riyadh (Arabie saoudite)

Info.: <http://www.unccd.int/cop16>

17-21 mars 2025

Conférence de l'Unité 1.01.04 de l'IUFRO: «Réussir à créer des forêts à grande échelle pour répondre aux défis climatiques, environnementaux, sociaux et économiques du globe»

Rotorua (Nouvelle-Zélande)

Info.: www.iufro.org/science/divisions/division-1/10000/10100/10104/

8-9 avril 2025

Bioéconomie forestière 2025

Rotorua (Nouvelle-Zélande)

Info.: <https://innovatek.co.nz/event/forest-bioeconomy-2025/>

5-9 mai 2025

20^e session du Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF20)

New York (États-Unis d'Amérique)

Info.: www.un.org/esa/forests/events/20th-session-of-the-unforum-on-forests-unff20/index.html

8-12 décembre 2025

Septième session de l'Assemblée des NU sur l'environnement (UNEA-7)

Nairobi (Kenya)

Info.: www.un.org/esa/forests/events/seventh-session-of-theun-environment-assemblyunea-7/index.html

5-11 août 2029

27^e Congrès mondial de l'IUFRO

Nairobi (Kenya)

Info.: www.kefri.org/components/iufro2029/components/iufro2029.html

